



SII

Société interaméricaine
d'investissement
Membre du Groupe BID

RAPPORT ANNUEL 2015

La région évolue. Nous aussi.



Principales données financières

AU 31 DÉCEMBRE

En milliers de dollars des États-Unis

	2015	2014	2013	2012	2011
Compte de résultat					
Total des revenus	56 897	61 340	68 342	63 359	55 527
Total des revenus, déduction faite des intérêts débiteurs	47 454	48 860	51 979	46 186	41 545
Total des charges d'exploitation	49 261	34 799	42 381	40 200	33 090
Résultat net	3 002	13 334	19 206	5 560	10 305
Bilan					
Prêts et prises de participation, valeur nette	954 002	1 004 437	1 005 655	1 040 902	975 383
Total de l'actif	1 505 296	1 988 846	1 786 805	1 814 513	1 482 864
Emprunts et créances à long terme	598 456	1 098 601	903 502	969 358	658 504
Capitaux propres	857 324	845 137	851 826	778 580	777 746
Ratios					
Rendement de l'actif moyen	0,2 %	0,7 %	1,1 %	0,3 %	0,7 %
Rendement des capitaux propres moyens	0,0 %	0,0 %	2,4 %	0,7 %	1,3 %
Ratio d'endettement	112 %	118 %	106 %	125 %	85 %
Ratio capitaux propres / actif	57 %	42 %	48 %	43 %	52 %
Liquidités / total de l'actif	32 %	46 %	40 %	42 %	33 %
Frais administratifs / moyenne des actifs liés au développement	4,3 %	3,3 %	3,9 %	3,8 %	3,5 %

Principales données opérationnelles

AU 31 DÉCEMBRE

En milliers de dollars des États-Unis

	2015	2014	2013	2012	2011
Approbations					
Nombre de projets	79	64	71	73	71
Nombre de pays	18	17	18	16	18
Volume des approbations	346 356	426 303	415 423	378 930	464 681
Mobilisation des ressources	166 022	693 250	197 480	384 400	471 637
Décaissements					
Volume des décaissements	317 503	381 012	313 629	371 599	442 703
Volume des mobilisations	292 382	273 254	88 730	324 191	547 814
Portefeuille investissements					
Nombre de projets	229	229	228	222	209
Encours portefeuille actifs liés au développement	990 748	1 052 868	1 052 711	1 088 316	1 020 349
Provisions pour pertes	36 746	47 895	47 056	47 414	44 966
Actifs douteux	10 039	16 969	17 452	10 557	9 892
Couverture actifs douteux	366 %	282 %	270 %	449 %	455 %
Pourcentage prêts en arriérés	1,0 %	2,3 %	2,2 %	0,7 %	1,6 %
Assistance technique					
Approbations des donateurs	4 505	3 755	5 941	9 335	4 417
Nombre d'actions d'assistance technique terminées	509	588	250	236	204
Bénéficiaires	1 624	2 238	1 681	1 511	1 725



TABLE DES MATIÈRES

SOCIÉTÉ INTERAMÉRICAINNE D'INVESTISSEMENT RAPPORT ANNUEL 2015

Lettre du Président du Conseil d'administration.....	2
Lettre du Directeur général.....	3
La région évolue. Nous aussi.....	4
30 ans d'expérience.....	7
Synthèse de 2015	16
Notre gouvernance institutionnelle.....	24



Luis Alberto Moreno
Président du Conseil d'administration

LETTRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur le Président de l'Assemblée des Gouverneurs
Société interaméricaine d'investissement
Washington, D.C.

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement (SII), j'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel 2015 de la SII et ses états financiers vérifiés, notamment les bilans aux 31 décembre 2015 et 2014 ainsi que les comptes et états y afférents pour les exercices clos à ces dates.

L'année 2015 a été décisive pour la Société alors qu'elle entreprenait un cheminement de profonde transition à la suite de la décision de ses Gouverneurs et des Gouverneurs de la BID de réorganiser les activités du secteur privé du Groupe BID en une seule entité.

Depuis le 1er janvier 2016, la SII exerce ses activités dans le cadre d'un mandat élargi, tirant parti de trois décennies d'expérience et d'expertise du secteur privé de l'ensemble du Groupe BID. La nouvelle Société offre un point d'entrée unique grâce auquel les entreprises privées et les entreprises d'État peuvent accéder à une panoplie variée de produits et de services aptes à les aider à se développer de manière durable.

Dans le cadre de leur décision, les Gouverneurs sont convenus d'une augmentation de capital de 2,03 milliards de dollars pour la Société, dont 1,305 milliard de nouvelles contributions de ses pays membres et 725 millions de dollars transférés de la BID au nom de ses pays membres.

Remplir la mission dictée par les Gouverneurs a nécessité le travail et le dévouement de nombreuses personnes de tout le Groupe BID et c'est grâce à leurs efforts inlassables que la SII émerge de ce réalignement plus forte qu'auparavant, plus efficace et mieux préparée que jamais à satisfaire l'évolution des besoins des entreprises dans l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes.

En 2015, le Groupe BID a réussi à se recentrer et à s'adapter à l'évolution rapide de la situation sur le terrain. Cet esprit de renouveau se retrouve dans la structure organisationnelle remaniée de la SII et dans sa nouvelle équipe de direction sous la conduite de James Scriven nommé Directeur général en novembre 2015.

Au niveau Groupe, la nouvelle vision de nos activités avec le secteur privé renforcera notre capacité à améliorer et accroître notre soutien aux entreprises qui contribuent à générer de la richesse, de l'emploi et du développement à travers la région. Pour poursuivre cette mission, la SII mettra à profit son expérience passée et continuera à évoluer afin d'assurer un service chaque fois meilleur à ses clients.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Luis Alberto Moreno
Président du Conseil d'administration
Société interaméricaine d'investissement



James P. Scriven

Directeur général

LETTRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le présent rapport annuel rend compte des réalisations de la Société interaméricaine d'investissement en son 30^{ème} anniversaire. En 2015, le Groupe de la Banque interaméricaine de développement a réaligné ses activités avec le secteur privé et, au début de la nouvelle année, établi la Société comme point de contact unique pour les entreprises privées et publiques du Mexique jusqu'au Chili. Alors que nous entrons dans cette nouvelle ère de notre histoire institutionnelle, c'est un grand honneur pour moi de prendre la responsabilité de diriger la Société.

La région Amérique latine et Caraïbes est une région très différente aujourd'hui de ce qu'elle était lorsque la Société a été fondée il y a plus de trois décennies. De nombreux défis demeurent mais la région a fait des progrès importants en matière de développement économique et social, en permettant à des millions de personnes d'échapper à la pauvreté et en jetant des bases solides pour une croissance continue.

Le secteur privé, épine dorsale de l'économie, joue un rôle fondamental dans ces développements. Les entreprises privées créent la grande majorité des emplois dans notre région et l'expérience nous montre que la Société est un moteur important qui leur a permis de prendre leur élan.

Plus que jamais, notre nouvelle vision place nos clients au cœur de nos activités, grâce à l'offre de produits et de services sur mesure et à l'exploitation efficace de notre solidité financière renouvelée et de nos compétences techniques qui font de nous un partenaire de choix.

Dans le cadre de cette stratégie, nous allons accroître notre présence sur le terrain afin de collaborer plus étroitement avec nos partenaires et nos clients et de rester à l'écoute de l'évolution de leurs besoins. Nous continuerons en outre à créer une culture institutionnelle qui allie la souplesse et la rapidité à l'ambition de nous attaquer à des projets de bien plus grande envergure que nous ne l'avons fait jusqu'ici.

En 2016, nous concentrerons notre attention sur des secteurs clés où nous savons que notre impact sera le plus significatif, tels que l'agroalimentaire, l'énergie, les transports et les institutions financières. Nous allons également mobiliser le savoir-faire et les meilleures pratiques du secteur public du Groupe BID et nous inspirer des enseignements tirés bien au-delà de la région pour bâtir une institution motivée par le désir d'être au service de ses clients.

Nous entreprenons ce nouveau cheminement résolu à créer une croissance économique durable pour les entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes. Les résultats positifs de notre région au cours des trente dernières années témoignent de la persévérance et de la résilience des entreprises qui sont le moteur des économies de la région. En tant qu'institution de développement, la Société continuera de les accompagner pas à pas.

James P. Scriven

Directeur général

Société interaméricaine d'investissement

La région évolue. Nous aussi.

Le secteur privé joue un rôle central en tant que moteur du développement économique et de la création d'opportunités pour des millions de gens en Amérique latine et dans les Caraïbes. C'est un puissant vecteur de création d'emplois, de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale et également une source de solutions innovantes pour certains des défis les plus complexes que pose le développement de la région.

Au fil des années, le Groupe de la Banque interaméricaine de développement (ci-après la BID), qui comprend la BID, la Société interaméricaine d'investissement (ci-après la SII ou la Société) et le Fonds multilatéral d'investissement (ci-après le MIF), a accumulé une expérience considérable dans le secteur privé, en collaborant avec une diversité de clients qui vont des organisations de la société civile et des entreprises locales aux grandes entreprises, aux intermédiaires financiers et aux entreprises d'État.

En tant que membre du Groupe BID, la Société a toujours été à l'avant-garde du développement du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes, assurant la promotion d'une croissance durable grâce à une panoplie unique de produits et services financiers et non financiers pour la région.

Dans une logique de valorisation des compétences conjuguées du Groupe BID en ce qui concerne le secteur privé et les entreprises d'État, une décision historique a été prise en mars 2015. Les Assemblées des Gouverneurs de la BID et de la Société sont convenues de réorganiser au sein de la Société les activités sans garantie souveraine

du Groupe BID afin de maximiser l'impact sur le développement dans la région et d'offrir aux clients des services plus complets.

La réorganisation des activités sans garantie souveraine du Groupe BID crée une plus grande efficacité administrative et facilite une meilleure intégration de la planification et de la coordination de toutes les opérations des secteurs privé et public du Groupe. Elle offre un point d'accès unique à tout l'éventail des produits et services que propose le Groupe, associé à un traitement simplifié des projets et à un contrôle strict permettant d'assurer l'uniformisation des normes et de la qualité.

L'Assemblée des Gouverneurs a également approuvé une augmentation de capital de 2,03 milliards de dollars pour la Société, visant à renforcer sa solidité financière et à assurer des niveaux de prêts substantiels.

À partir de 2016, la Société dispose d'une nouvelle structure organisationnelle qui reflète le recentrage de ses affaires sur des activités prioritaires, sous la conduite d'un nouveau Directeur général et d'une nouvelle équipe de direction.

Le Groupe BID émerge de cette réorganisation plus résolu que jamais dans son engagement envers la promotion du développement par le secteur privé à travers l'Amérique latine et les Caraïbes. Le changement décisif survenu en 2015 est un exemple éloquent de la capacité de la Société à s'adapter à un nouvel environnement et à l'évolution des besoins de ses clients. À mesure que ces besoins vont évoluer, la SII va faire de même.





30 ans d'expérience

Tout au long de ces trente années, la Société a toujours été un partenaire stratégique pour l'Amérique latine et les Caraïbes favorisant le développement économique et inclusif par la création, l'expansion et la modernisation des entreprises du secteur privé.

La Société a appris à bien connaître la région et a développé des solutions créatives en réponse et en prévision des besoins de ses clients dans un climat économique en évolution constante. En centrant son appui sur les secteurs et les domaines où l'accès au financement s'avère plus difficile, la Société a continué d'ajouter de nouveaux produits et services à son offre financière de base, en accroissant sa portée grâce à des partenariats stratégiques permettant d'aider les petites et moyennes entreprises à se développer, à devenir plus durables et à accéder aux marchés financiers formels.

Depuis sa création en 1985, la Société a approuvé plus de 6,0 milliards de dollars de prêts, de garanties et de participations dans le cadre de plus de 1 000 opérations. Près de 4 milliards supplémentaires ont été mobilisés par le biais de prêts syndiqués et de cofinancements, démultipliant ainsi les ressources de la Société pour accroître son impact sur le développement de la région.

À mesure que les besoins des clients sont devenus chaque fois plus complexes, la Société a poursuivi le développement de sa panoplie de produits non financiers et a créé la suite FINPYME de services de conseil et de formation visant à aider les entreprises à accroître leur résilience et leur compétitivité. Au fil des années, plus de 11 000 entreprises ont bénéficié des services non financiers de la Société qui leur ont permis d'améliorer leurs pratiques de gouvernance institutionnelle, de renforcer leurs stratégies d'exportation et de dynamiser leur efficacité énergétique.

La Société continue d'élargir la portée de ses services de conseil et de formation et a récemment créé une

série de cours en ligne qui ont mis des décennies d'expérience du développement à la disposition des entreprises au travers d'Internet. Ces cours en ligne ont attiré près de 11 900 participants jusqu'à ce jour.

Dans le but de partager plus largement ses compétences, la Société a lancé l'application FINPYME en 2015. Cette application mobile aide les chefs d'entreprise et les cadres à améliorer la compétitivité de leur entreprise grâce à un certain nombre d'outils et de calculateurs d'évaluation rapide. Plus de 3 000 utilisateurs ont téléchargé l'appli au cours de la première année. Plus de 600 d'entre eux ont effectué au moins une des évaluations disponibles.

En septembre 2015, la Société a également inauguré son premier FINPYME *Forum*, espace où les professionnels du secteur bancaire, les prestataires de technologie financière, les entreprises du secteur privé et d'autres acteurs clés se retrouvent pour discuter des services financiers et de la manière de pouvoir les mettre à la disposition du plus grand nombre de PME par le biais de la technologie. Plus de 450 participants de 42 pays ont assisté à l'événement qui s'est déroulé à Medellin en Colombie.

Alors qu'elle fête son 30^{ème} anniversaire, la Société va continuer de mettre à profit l'expérience du Groupe BID pour cultiver de nouvelles idées visant à promouvoir le progrès économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes.

En 2016, la Société ouvre un nouveau chapitre de son histoire institutionnelle, en exerçant ses activités dans le cadre d'un mandat élargi au service de toute la gamme des entreprises privées et des entreprises d'État de la région. À l'heure où elle entre dans cette nouvelle ère de son histoire, elle va continuer à chercher de nouvelles façons d'augmenter son impact sur le développement dans la région.

1985 21 pays signent l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement avec un capital de 200 millions de dollars et avec pour objectif de créer une institution multilatérale qui soutienne le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes par le secteur privé.

1985



1989 La Société approuve ses premiers projets, parmi lesquels figurent une participation de 2 millions de dollars au capital de l'entreprise brésilienne de capital risque Capital de Risco S.A., et un prêt à long terme d'1 million de dollars permettant d'aider l'administrateur portuaire argentin Terminal 6 à doubler sa capacité de stockage.

1989



Évoluer

2006 Lancement du programme SBRL de ligne de crédit renouvelable pour PME. Rebaptisé FINPYME *Credit*, le programme permet à la Société d'accorder à des PME des prêts accélérés allant de 100 000 à 600 000 dollars. L'Instituto Cultural Anglo-Uruguayo est la première entreprise qui reçoit un prêt dans le cadre du nouveau programme ; il utilise les fonds pour construire une école secondaire à Montevideo. Jusqu'à ce jour, la Société a approuvé plus de 28 millions de dollars par l'entremise de FINPYME *Credit*, bénéficiant directement à plus de 100 PME à travers la région.

2006



2012

AAA

2012 Fitch Ratings attribue une notation de crédit AAA à la Société, soulignant le niveau élevé de suffisance du capital de la Société et la viabilité financière de ses opérations. La Société émet également une obligation de 350 millions de dollars — son premier placement dans le cadre d'un programme international de billets à moyen terme. L'obligation est quasi immédiatement sursouscrite.

1993 Un prêt privilégié de 5 millions de dollars et un prêt subordonné d'1 million de dollars financent la construction du premier projet de production d'énergie du secteur privé au Costa Rica. À ce jour, la Société a investi près de 240 millions de dollars dans des projets d'énergie renouvelable d'une capacité installée de plus de 530 MW dans toute la région.

1993

1999 La Société organise son premier atelier de formation environnementale pour institutions financières. Rebaptisé ultérieurement Semaine SII de la durabilité, l'événement annuel a attiré au fil des ans plus de 700 participants de 270 banques.

1999



2000 La Société lance FINPYME, suite de services-conseils qui permettent aux entreprises d'améliorer leur compétitivité, d'avoir une meilleure efficacité énergétique, de favoriser une bonne gouvernance et d'accroître leur visibilité à l'exportation. Jusqu'à ce jour, la Société a octroyé 14,3 millions de dollars d'assistance technique, bénéficiant à plus de 11 000 PME.

2000

2005



2005 La Société place son premier emprunt obligataire en monnaie locale à la Bourse colombienne pour 150 milliards de pesos colombiens (approximativement 65 millions de dollars). Le produit de l'émission sert à financer des prêts en monnaie locale pour cinq entreprises de crédit-bail, bénéficiant à 1 000 PME. C'est la première fois que le produit de ce type d'opération réalisée par une organisation multilatérale est réinvesti dans l'économie locale.



2015

2015 Les Assemblées des Gouverneurs de la BID et de la Société conviennent de réorganiser au sein de la Société les activités à garantie non souveraine du Groupe BID. Grâce à cette réorganisation, la Société offre un point d'accès unique à tous les produits et services mis à la disposition des entreprises privées et des entreprises d'État de toute la région. M. James P. Scriven est nommé Directeur général pour diriger la SII dans le cadre du mandat élargi.



Divisa Solar 10MW S.A. construit la première centrale photovoltaïque privée du Panama pour alimenter le marché électrique de gros du pays.

divisasolar

10 MW

240 millions

La Société a canalisé près de 240 millions de dollars vers des projets d'énergie renouvelable depuis 1993.

3 000 foyers

L'usine fournira plus de 3 000 foyers panaméens.



D'ici 2030, l'Amérique latine et les Caraïbes devraient, selon les estimations, avoir besoin de quasiment le double de leur capacité actuelle d'électricité pour couvrir la demande croissante. Ceci pose un défi de taille mais offre également une occasion exceptionnelle car la région a de vastes ressources d'énergies renouvelables. En fait, des recherches suggèrent que les centrales électriques exploitant toute la gamme des énergies renouvelables dans la région pourraient atteindre une capacité de pointe combinée presque sept fois plus élevée que celle de toutes les centrales électriques du monde entier.

Pour exploiter ce potentiel, la Société a canalisé près de 240 millions de dollars vers des projets d'énergie renouvelable depuis 1993, finançant le développement et la construction de centrales électriques d'une capacité installée supérieure à 530 MW d'énergie propre.

La majeure partie des projets d'énergies renouvelables de la SII est constituée d'usines hydroélectriques de petite taille, qui représentent 55 % de la capacité installée totale. Les projets d'énergie éolienne et de biomasse représentent 30 % du total.

En 2015, la Société a approuvé quatre projets d'énergie renouvelable pour un total de 27,89 millions de dollars. Elle est également entrée sur un nouveau segment en appuyant une première opération d'énergie solaire. Le prêt de 11,9 millions de dollars, financé par la Société et par le Fonds canadien pour le climat pour le secteur privé dans les Amériques, aide Divisa Solar 10MW S.A. à construire la première centrale photovoltaïque privée du Panama pour alimenter le marché électrique de gros du pays.

Située au Panama dans la province centrale de Coclé, il est prévu que l'usine de 9,9 MW produise suffisamment d'électricité pour couvrir les besoins annuels en électricité de plus de 3 000 foyers panaméens.

Outre l'apport de financement, la Société a aidé l'entreprise à mettre en place un programme de stage pour les étudiantes ingénieures, stimulant l'inclusion d'un plus grand nombre de femmes sur un marché souvent limité aux hommes. Jusqu'à quatre étudiantes des universités locales seront formées chaque année dans le cadre du programme. Une stagiaire a été récemment embauchée à temps plein par Divisa Solar.

En dépit de sa situation privilégiée dans la région solaire d'Amérique latine, le Panama couvre la plus grande partie de ses besoins énergétiques par le biais de l'électricité hydroélectrique et thermoélectrique, ce qui rend le pays particulièrement vulnérable en période de sécheresse et d'augmentation des prix du pétrole. L'électricité photovoltaïque peut offrir une solution durable de production d'énergie. L'Amérique latine et les Caraïbes sont déjà leaders sur ce segment : en 2014, la région a installé 625 MW de capacité photovoltaïque, soit une augmentation de 370 % par rapport à 2013.

Pour soutenir encore davantage l'expansion du secteur, la Société a approuvé une autre opération solaire à El Salvador. Située dans le département La Libertad, Parque Solar Cangrejera devrait démarrer sa production début 2016 et fournir suffisamment d'électricité pour plus de 2 800 foyers salvadoriens.



Incofin est l'une des premières institutions financières à avoir reçu un financement IFIP.

The logo for Incofin, featuring the word "incofin" in a lowercase, sans-serif font. The letters "inco" are white and set against a grey rectangular background, while the letters "fin" are white and set against a red rectangular background.

Servicios Financieros

3 200

Depuis 2004, la Société a soutenu plus de 3 200 PME chiliennes grâce à des opérations d'affacturage.

88,2 millions

Entre 2012 et 2015, la Société a approuvé 88,2 millions de dollars pour les opérations d'affacturage.

IFIP

En 2015 la Société a approuvé le Programme de financement pour petits intermédiaires financiers (IFIP).

Alors que tant de PME de la région éprouvent des difficultés pour accéder à des financements essentiels, une manière efficace de les aider est de miser sur les vastes réseaux de clientèle des institutions financières locales.

Les petits intermédiaires financiers se sont avérés être les acteurs clés de l'élargissement de l'accès aux financements car leurs services viennent souvent en complément des services offerts par le secteur bancaire traditionnel avec des produits financiers innovants tels que le crédit-bail, l'affacturage et la microfinance. Entre 2012 et 2015, la Société a approuvé 88,2 millions de dollars pour les seules opérations d'affacturage.

L'un des clients de la Société dans le secteur de l'affacturage est Incofin, institution financière chilienne qui a reçu de la Société son premier prêt de 3 millions de dollars en 2014. Incofin rachète les comptes clients des PME locales et leur donne de l'argent comptant sur place, les aidant ainsi à préserver leur liquidité. Depuis 2004, la Société a soutenu plus de 3 200 PME chiliennes grâce à des opérations d'affacturage similaires.

Dans le but d'intensifier son appui aux petites institutions financières telles qu'Incofin, en 2015 la Société a approuvé le Programme de financement pour petits intermédiaires financiers (IFIP). Ce nouveau programme aide les petites et moyennes institutions financières à diversifier leurs sources de financement grâce à des prêts à moyen et long terme, des prêts subordonnés et des garanties de crédit.

Le programme IFIP offre du financement aux intermédiaires financiers réglementés et non réglementés, nombre d'entre eux ayant des difficultés à trouver du financement approprié sur leurs marchés locaux. Le programme offre l'avantage d'un processus d'approbation rapide effectué par la Société, ce qui simplifie les autorisations de prêts et diminue les délais de traitement à une moyenne de deux mois par décision de crédit.

Les ressources sont accordées aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) pour le financement de biens d'équipement ou du fonds de roulement. Les ressources peuvent également servir à financer des prêts hypothécaires pour le logement des personnes à revenus faibles et moyens.

Depuis l'introduction du programme IFIP début 2015, la SII a approuvé dix prêts dans ce cadre pour un montant de 32,5 millions de dollars. Ces prêts devraient générer des milliers d'opérations avec des MPME.

Incofin est l'une des premières institutions financières à avoir reçu un financement IFIP. Il est prévu que le prêt de 4,5 millions de dollars approuvé en 2015 apporte un soutien à plus de 250 PME chiliennes, leur ouvrant l'accès à des ressources cruciales au moment où elles en ont besoin.



Aux Bahamas, 90 % environ des entreprises immatriculées sont des PME. Bon nombre d'entre elles sont confrontées à des défis considérables pour avoir accès que ce soit au crédit ou aux services de développement commercial. Selon une étude de la BID, moins de la moitié de toutes les PME des Bahamas réussissent à obtenir des prêts auprès de banques commerciales.

En raison du risque relativement plus élevé associé aux prêts à de plus petites entreprises, le secteur financier local préfère travailler avec de plus grosses entreprises car elles savent que ces entreprises disposent de suffisamment de sûretés pour garantir le financement.

Kenuth's Electric Company Ltd. est l'une des petites entreprises affectées par la relative pénurie de produits de prêts. L'entreprise basée à Nassau propose des services d'électricité et de plomberie aux entreprises locales et tient deux magasins de quincaillerie dans la capitale du pays.

Lorsque l'entreprise a décidé d'agrandir un des magasins, elle n'a pu trouver de financement sur le marché local. Les entreprises familiales sont trop petites pour obtenir des conditions de prêt favorables auprès du système bancaire des Bahamas et les prêts étaient à trop court terme pour que l'entreprise puisse se développer durablement.

En 2015, la Société a approuvé un prêt de 500 000 dollars en faveur de Kenuth's Electric, dont elle s'est servi pour acheter un terrain adjacent à l'une de ses quincailleries pour agrandir le bien

immobilier. L'entreprise vise à achever les travaux de construction en 2016.

Le prêt a été accordé dans le cadre du programme FINPYME *Credit* qui est un programme spécifiquement conçu par la Société pour les PME qui recherchent du financement à petite échelle entre 100 000 et 600 000 dollars. Pour être éligibles, les entreprises doivent répondre à des critères standardisés, ce qui aide à réduire les coûts des transactions.

Les prêts de FINPYME *Credit* utilisent un processus d'approbation simplifié, conçu pour minimiser les coûts et apporter une prompt réponse aux besoins de financement des PME. Ceci permet à la Société d'exercer ses activités directement sur de plus petits marchés, où les grandes entreprises bénéficient des services des banques commerciales mais où l'octroi de prêts aux PME reste à la traîne.

Disponible dans 17 des économies plus vulnérables de la région, FINPYME *Credit* a bénéficié directement à plus de 100 PME depuis 2006. Un total de 28,5 millions de dollars a été approuvé dans le cadre de ce programme.

Plus de 100

FINPYME *Credit* a bénéficié directement à plus de 100 PME depuis 2006.

28,5 millions

Un total de 28,5 millions de dollars a été approuvé dans le cadre de FINPYME *Credit*.

17

FINPYME *Credit* est disponible dans 17 des économies plus vulnérables de la région.



SYNTHÈSE DE 2015

Financement

En 2015, la Société a accordé 346,4 millions de dollars de financement par l'intermédiaire de 79 opérations d'investissement. En outre, 166 millions de dollars ont été mobilisés par le biais de prêts syndiqués et de cofinancements, démultipliant ainsi les ressources apportées directement par la Société et augmentant de cette façon son impact sur le développement.

La Société a continué à étendre son rayon d'action et a amélioré sa capacité à cibler les plus petites PME. En 2015, la SII a approuvé 21 projets FINPYME *Credit* d'un montant moyen de 240 500 dollars.

Près de 70 % des opérations approuvées en 2015 l'ont été dans les plus petites économies de la région, confirmant que la Société continue à concentrer ses efforts sur les marchés moins développés. Les investissements sur ces marchés représentent maintenant 47,3 % de l'encours total du portefeuille.

Dans le droit fil de sa stratégie de développement, la Société a continué à se concentrer sur le développement des marchés de capitaux locaux par des financements en monnaie locale. Neuf opérations en monnaie locale ont été approuvées au Mexique au cours de l'exercice. En décembre 2015, 6,2 % de l'encours total du portefeuille de la Société correspondait à des financements en monnaie locale.

Les relations que la Société entretient avec les institutions financières sont très importantes. Cette année, une attention particulière a été accordée aux plus petites institutions financières. En renforçant ces institutions, la Société aide à stimuler la concurrence dans le secteur financier de la région. En 2015, la Société a approuvé 18 opérations en faveur de petites institutions financières, pour un montant total de 58,5 millions de dollars.

En fin d'exercice 2015, le portefeuille de la Société se montait à 991 millions de dollars, dont 69,5 % concentrés dans le secteur financier. Le risque le plus élevé de la Société envers un secteur unique correspond à ses projets dans le secteur de l'énergie et de l'électricité, qui représente 5,9 % du portefeuille. Elle a également réalisé des investissements importants dans les secteurs produits agricoles (3,4 %) et transports et logistique (3,2 %).

Services de conseil et de formation dans le cadre du programme FINPYME

La Société a continué à augmenter ses services de conseil et de formation en Amérique latine et dans les Caraïbes. En 2015, la Société a approuvé 4,5 millions de dollars en faveur de 1 600 entreprises, les aidant à améliorer leur compétitivité, à adopter de meilleures pratiques de gouvernance, à dynamiser leur efficacité énergétique et à augmenter leur capacité d'exportation. Un programme spécial introduit en 2013 offre un soutien ciblé aux entreprises appartenant à des femmes.

Grâce aux services de conseil et de formation de la Société, les clients de la SII peuvent améliorer leur compétitivité et leur accès à des financements à long terme de la part de la Société et d'autres institutions financières. Les services, de concert avec les financements, sont les principaux outils que la Société emploie pour promouvoir le développement par le biais du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes. En 2015, la Société a approuvé des ressources financières des donateurs pour 42 opérations directes d'assistance technique en faveur de clients potentiels et existants pour un total de 1,3 million de dollars. Les ressources des donateurs couvrent 67 % du coût de ces services de conseil.

Les services de la Société à valeur ajoutée sont rendus possibles grâce à des contributions spéciales et à une série de fonds fiduciaires établis par les gouvernements de l'Autriche, de Chine, de Corée, des États-Unis, d'Italie, des Pays-Bas et de Wallonie-Belgique ainsi qu'au Fonds de développement nordique.

Résultats en matière de développement

L'obtention de résultats positifs de développement est au cœur même de la mission de la Société. Par le suivi et l'évaluation de ses projets, la Société veille à avoir un impact positif sur la région et assure la responsabilisation vis-à-vis de ses parties prenantes, tout en améliorant la conception des projets et en maximisant l'impact sur le développement.

Au cours des sept dernières années, la Société a enregistré des progrès considérables au niveau de la portée des mécanismes de suivi et d'évaluation des projets et de leur utilisation. Le Rapport annuel élargi de supervision (XASR) qui évalue les projets à un stade précoce de leur maturité est depuis 2001 le principal instrument que la Société utilise pour l'évaluation des projets.

Le système DIAS de notation de l'impact sur le développement et de l'additionnalité, lancé en 2008, a pour objet de faciliter le suivi et l'évaluation pendant toute la durée du cycle du projet. Le système DIAS et le XASR permettent à la Société d'évaluer les résultats d'un projet en termes de développement et son additionnalité depuis l'évaluation initiale jusqu'à la réalisation. Ces outils sont conceptuellement similaires et utilisent bon nombre des mêmes domaines et indicateurs de performance, dans le respect des normes de bonne pratique adoptées par toutes les banques multilatérales de développement.

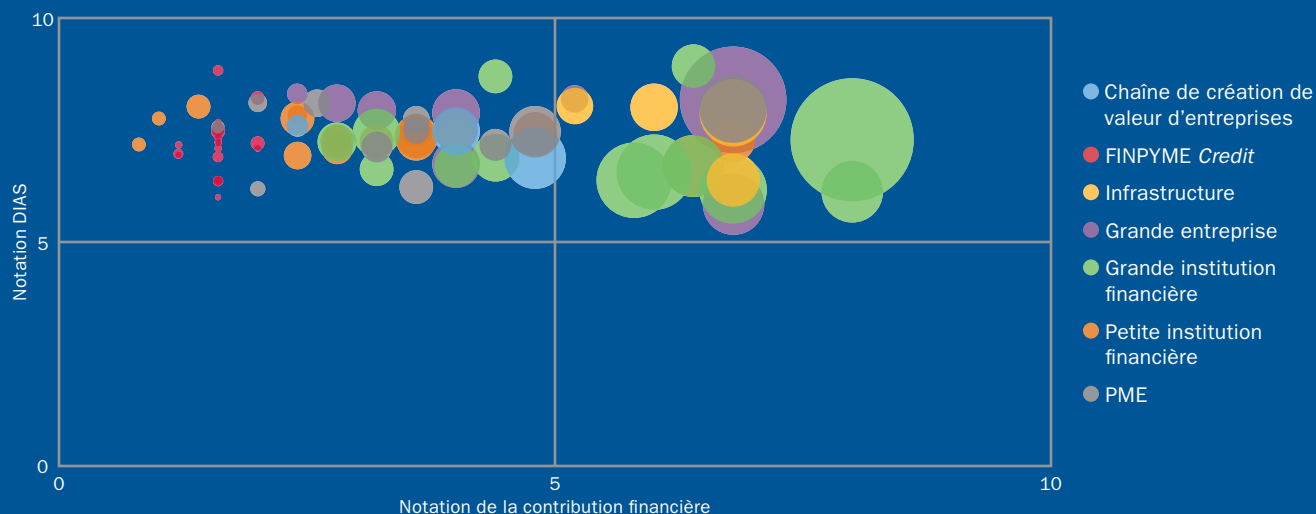
Tous les XASR sont validés par le Bureau de l'évaluation et de la surveillance (OVE) de la BID sur la base de rapports d'évaluation indépendants. En 2015, le onzième rapport d'évaluation indépendante de l'OVE a conclu que 82 % des 28 projets de la SII analysés durant l'exercice ont enregistré des résultats positifs en matière de développement. Le rapport a également conclu que 96 % de ces projets avaient apporté une additionnalité.

La plupart des projets examinés ont été approuvés durant la crise financière lorsque l'accès au financement à des conditions raisonnables était limité dans toute la région. La Société a joué un rôle anticyclique dans ce contexte, améliorant l'accès aux marchés financiers et apportant du financement à des conditions favorables, ce qui a aidé à atténuer les risques et à améliorer la durabilité des projets. Parallèlement, la Société a renforcé les entreprises et les institutions financières en améliorant leurs pratiques environnementales, sociales et de gouvernance institutionnelle.

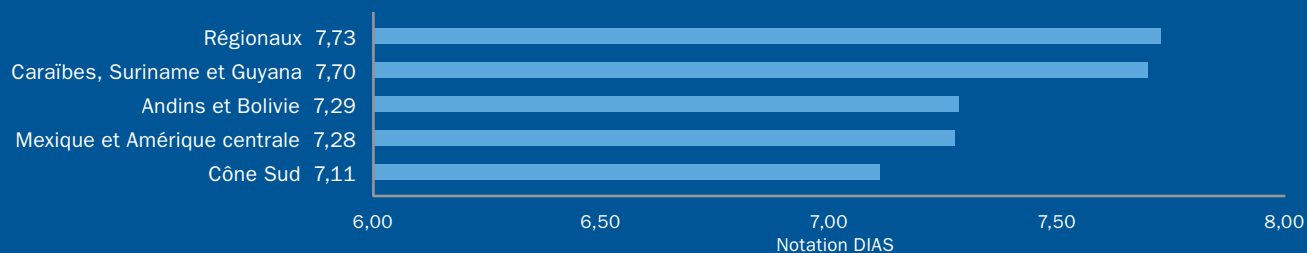
En 2015, un des grands jalons a été la conception d'un nouvel outil d'évaluation ex ante pour mesurer l'efficacité des projets de développement du secteur privé. Baptisé DELTA (Development Effectiveness, Learning, Tracking, and Assessment), le nouvel outil a été développé dans le cadre de l'effort de réorganisation des activités sans garantie souveraine du groupe BID. Il vise à harmoniser les approches existantes de mesure de l'efficacité du développement. L'outil DELTA comprend une liste de contrôle de l'évaluabilité pour s'assurer que les propositions de projets comportent des cadres axés sur les résultats avec des indicateurs mesurables et des plans de suivi et d'évaluation.

La méthodologie de DELTA est conforme aux nouvelles directives d'évaluation proposées par OVE en 2015. Le nouvel outil remplace les outils DIAS et DIAS Plus de la Société.

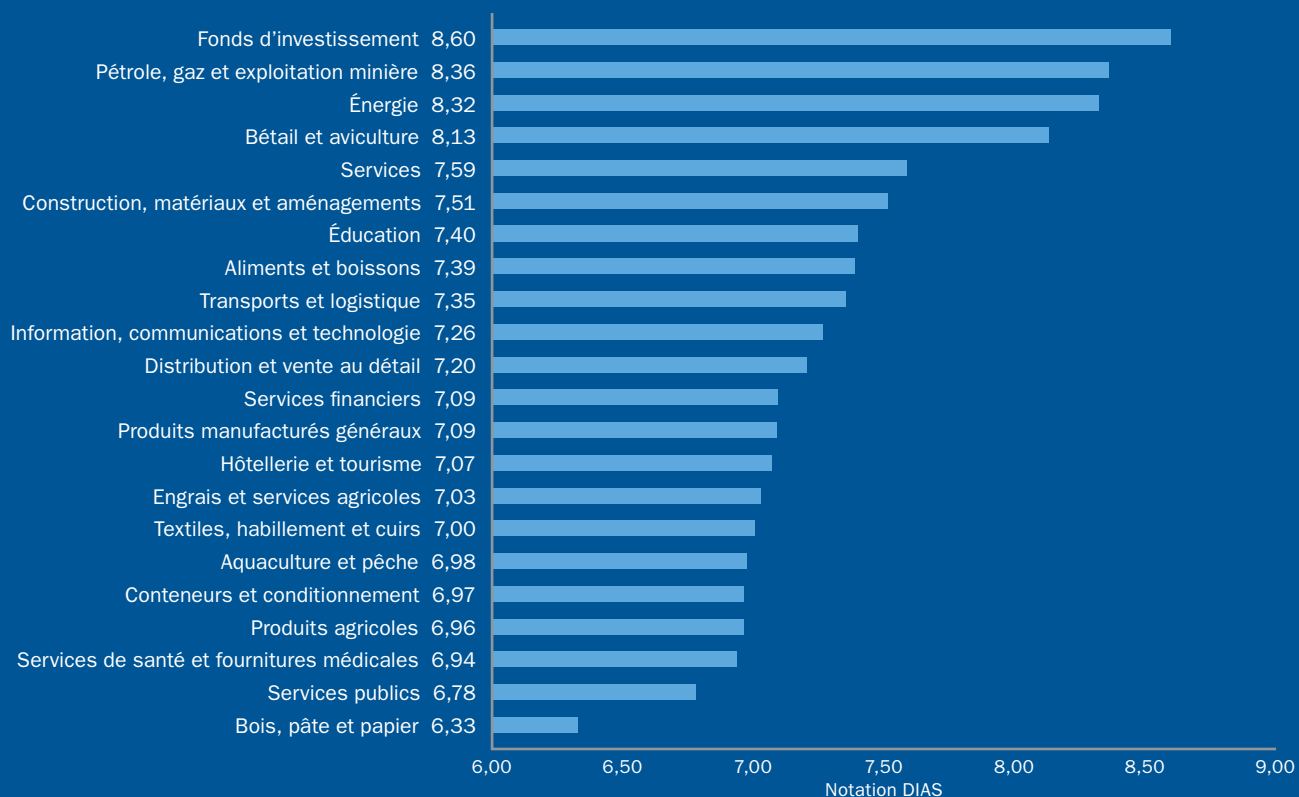
Approche portefeuille – Projets approuvés en 2015



Notation DIAS moyenne de l'encours des projets par région



Notation DIAS moyenne de l'encours des projets par secteur

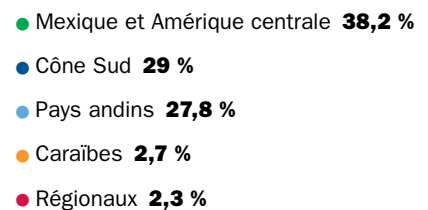
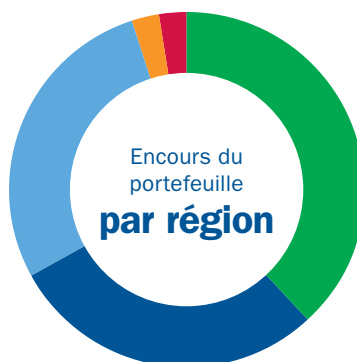
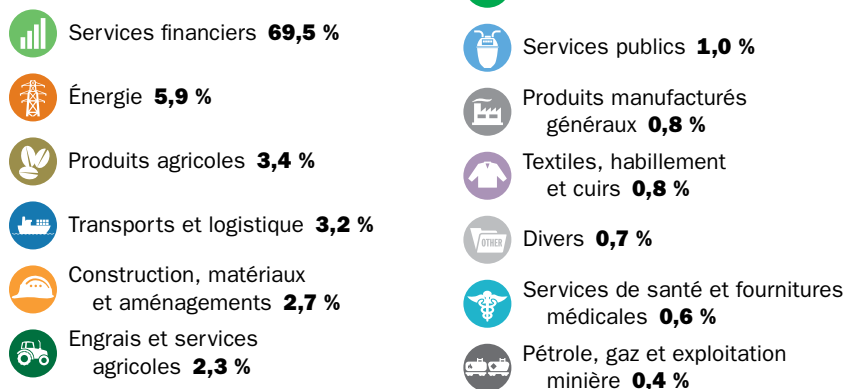


LA SOCIÉTÉ EN BREF

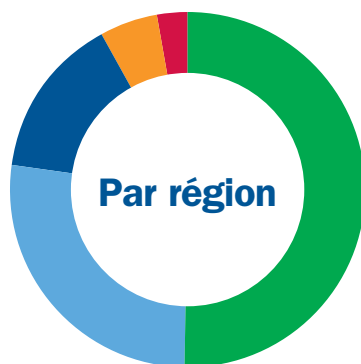
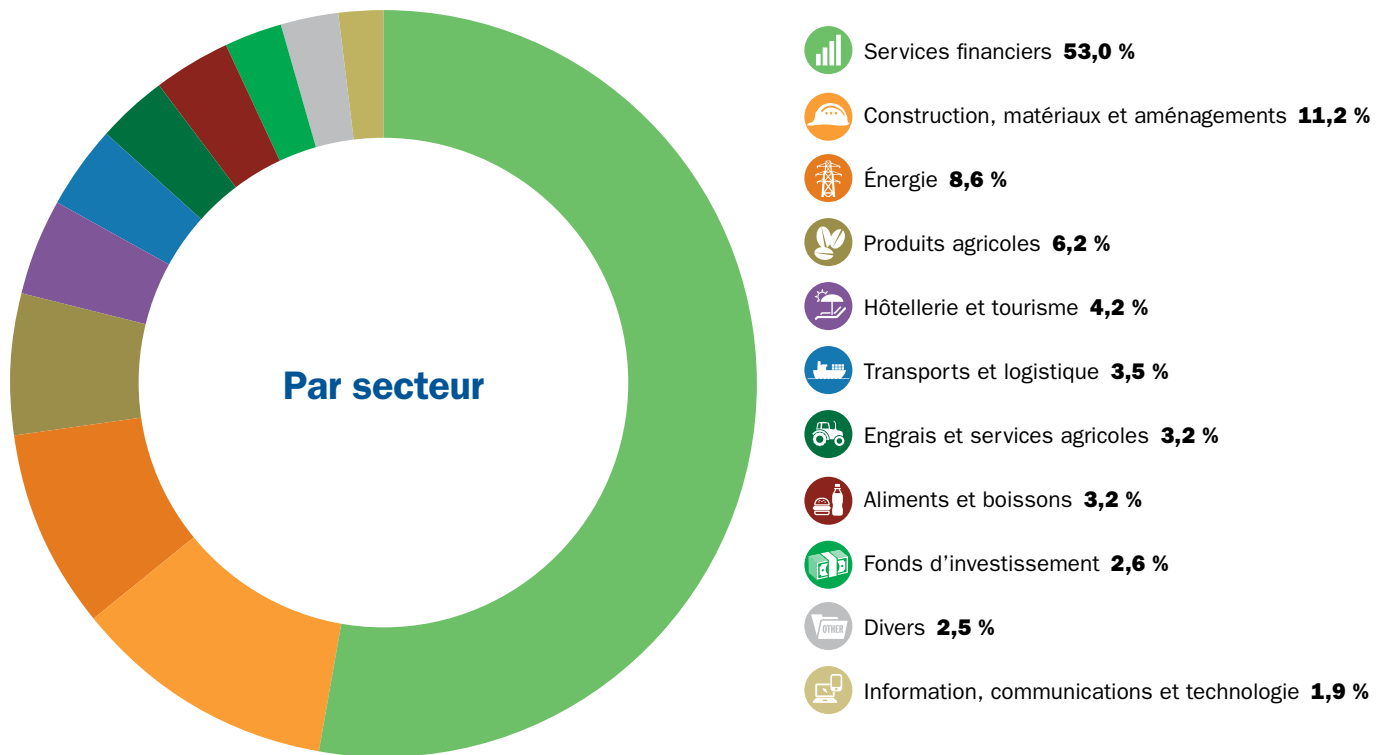
45 pays membres

Allemagne
 Argentine
 Autriche
 Bahamas
 Barbade
 Belgique
 Belize
 Bolivie
 Brésil
 Canada
 Chili
 Colombie
 Costa Rica
 Danemark
 El Salvador
 Équateur
 Espagne
 États-Unis d'Amérique
 Finlande
 France
 Guatemala
 Guyana
 Haïti
 Honduras
 Israël
 Italie
 Jamaïque
 Japon
 Mexique
 Nicaragua
 Norvège
 Panama
 Paraguay
 Pays-Bas
 Pérou
 Portugal
 République de Corée
 République dominicaine
 République populaire de Chine
 Suède
 Suisse
 Suriname
 Trinité-et-Tobago
 Uruguay
 Venezuela

Portefeuille d'investissements : 991 millions de dollars des États-Unis



Investissements 2015 : 346,4 millions de dollars des États-Unis


















































- Mexique et Amérique centrale **50,3 %**
- Pays andins **27,1 %**
- Cône Sud **14,8 %**
- Caraïbes **5,2 %**
- Régionaux **2,6 %**




























- Prêts **90,0 %**
- Prises de participation et investissements assimilables à des prises de participation **5,9 %**
- Dette subordonnée **4,1 %**

Projets approuvés en 2015

Pays	Nom du projet	Secteur	Montant approuvé
Argentine			
	Profertil S.A.	 Engrais et services agricoles	\$ 6 000 000
Bahamas			
	Kenuth's Electric Company Ltd.	 Services	500 000
Bolivia			
	Banco Ganadero S.A.	 Services financiers	3 000 000
	Bolibanana S.R.L.	 Produits agricoles	140 000
	Bomec Ltda.	 Construction, matériaux et aménagements	80 000
	NAKHAKI	 Produits agricoles	100 000
	VICAR S.R.L.	 Distribution et vente au détail	500 000
Chili			
	Alturas de Ovalle	 Énergie	1 861 976
	Banco BICE S.A.	 Services financiers	10 000 000
	El Olivo	 Énergie	1 880 250
	Eurocapital S.A.	 Services financiers	10 000 000
	Incofin S.A.	 Services financiers	4 500 000
Colombie			
	Banco Pichincha S.A.	 Services financiers	5 000 000
Costa Rica			
	Almacenadora S.A.	 Services	600 000
	Alserro S.A.	 Aliments et boissons	150 000
	Castle Sales Group S.A.	 Construction, matériaux et aménagements	194 000
	Caycha del Norte S.A.	 Services	125 600
	Chaso del Valle S.A.	 Services	150 000
	Continex Representaciones S.A.	 Distribution et vente au détail	450 000
	Coopealianza R.L.	 Services financiers	3 000 000
	Coriport S.A.	 Transports et logistique	12 000 000
	Davivienda S.A.	 Services financiers	15 000 000
	Mutual Cartago de Ahorro y Préstamo MUCAP	 Services financiers	3 000 000
El Salvador			
	Avícola Campestre S.A. de C.V.	 Bétail et aviculture	1 100 000
	Banco de América Central S.A.	 Services financiers	15 000 000
	Compañía Azucarera Salvadoreña S.A. de C.V.	 Produits agricoles	10 000 000

Pays	Nom du projet	Secteur	Montant approuvé
El Salvador (cont.)	JINSAL S.A. de C.V.	 Distribution et vente au détail	290 000
	Parque Solar Cangrejera S.A. de C.V.	 Énergie	2 700 000
	Patronic S.A. de C.V.	 Aliments et boissons	115 000
	Pollo Campestre S.A. de C.V.	 Distribution et vente au détail	2 000 000
Équateur			
	Acería del Ecuador C.A. (ADELCA)	 Construction, matériaux et aménagements	30 000 000
	Agripac S.A.	 Engrais et services agricoles	5 000 000
	Banco Internacional S.A.	 Services financiers	6 000 000
	Genser Power Inc., Sucursal Ecuador	 Énergie	2 000 000
	ProCredit Ecuador	 Services financiers	5 000 000
	Telconet S.A.	 Information, communications et technologie	6 000 000
Guatemala			
	Banco Internacional S.A.	 Services financiers	5 000 000
Jamaica			
	Seawind Key Investments Limited	 Hôtellerie et tourisme	7 500 000
Mexico			
	Analistas de Recursos Humanos S.A.P.I. de C.V.	 Services financiers	2 000 000
	Consejo de Asistencia al Microemprendedor S.A. de C.V. SFP	 Services financiers	4 000 000
	Docuformas S.A.P.I. de C.V.	 Services financiers	3 000 000
	Ecoblock International S.A. de C.V. SOFOM ENR	 Construction, matériaux et aménagements	913 800
	Milenium Construcasa S.A. de C.V.	 Construction, matériaux et aménagements	3 900 000
	Progreseemos S.A. de C.V. SOFOM ENR	 Services financiers	3 000 000
	Residencial Atlas S. de R.L. de C.V.	 Construction, matériaux et aménagements	3 700 000
	Servicios y Financiamiento Agrícola S.A. de C.V.	 Services financiers	2 500 000
	Value Arrendadora S.A. de C.V. SOFOM E.N.R	 Services financiers	5 000 000
Nicaragua			
	Banco de América Central S.A.	 Services financiers	10 000 000
	Cukra Industrial S.A.	 Produits agricoles	1 250 000
	Factoring S.A.	 Services financiers	500 000
	Financia Capital S.A.	 Services financiers	500 000
	Financiera FAMA S.A.	 Services financiers	1 500 000
	Genéricos Centroamericanos S.A.	 Services de santé et fournitures médicales	275 000
	Kola Shaler Industrial S.A.	 Aliments et boissons	450 000

Projets approuvés en 2015 (cont.)

Pays	Nom du projet	Secteur	Montant approuvé
Panama			
	Banisi S.A.	 Services financiers	3 000 000
	Banistmo S.A.	 Services financiers	40 000 000
	Divisa Solar 10MW S.A.	 Énergie	5 950 000
	Multibank Inc.	 Services financiers	12 000 000
Paraguay			
	Agrofertel S.A.	 Produits agricoles	6 000 000
	Aliaga S.A.	 Produits agricoles	250 000
	Banco Atlas S.A.	 Services financiers	4 000 000
	Banco para la Comercialización y la Producción S.A.	 Services financiers	2 000 000
	GRANOPAR	 Aliments et boissons	280 000
	Prorganica S.A.	 Produits agricoles	350 000
	Telecom S.A.	 Information, communications et technologie	100 000
Pérou			
	Andean Power Generation S.A.C.	 Énergie	3 500 000
	Envases Los Pinos S.A.C.	 Conteneurs et conditionnement	2 500 000
	Financiera Confianza S.A.A.	 Services financiers	6 000 000
	Huaura Power Group S.A.	 Énergie	12 000 000
	Mountain Lodges of Peru S.A.C.	 Hôtellerie et tourisme	7 000 000
Suriname			
	Fernandes Bakkerij N.V.	 Aliments et boissons	10 000 000
Uruguay			
	BANDALUX	 Construction, matériaux et aménagements	140 000
	Las Maravillas Sociedad Agropecuaria	 Produits agricoles	230 000
	Machin Cladera Sociedad Civil	 Produits agricoles	130 000
	Oackley S.A.	 Produits agricoles	3 000 000
	Pyxis S.A.	 Information, communications et technologie	500 000
Régionaux			
	Abraaj Latin America Fund II L.P.	 Fonds d'investissement	3 000 000
	Inter-American Opportunity Facility LP	 Fonds d'investissement	1 000 000
	Portland Caribbean Fund II LP	 Fonds d'investissement	5 000 000
TOTAL			\$ 346 355 626

Total cumulé des marchés jusqu'en 2015

(En milliers de dollars)

Pays	Montant
Allemagne	\$ 89 324
Argentine	479 258
Autriche	358
Bahamas	12 762
Barbade	11 250
Belgique	6 853
Belize	8 227
Bolivie	13 786
Brésil	283 615
Canada	—
Chili	175 296
Colombie	46 867
Costa Rica	77 152
Danemark	8 102
El Salvador	17 989
Équateur	319 964
Espagne	37 857
États-Unis	877 525
Finlande	2 331
France	35 161
Guatemala	54 808
Guyana	600
Haïti	875
Honduras	59 829
Israël	52 845
Italie	49 873
Jamaïque	53 483
Japon	22 170
Mexique	208 876
Nicaragua	59 656
Norvège	13 666
Panama	43 530
Paraguay	79 565
Pays-Bas	70 593
Pérou	184 402
Portugal	—
Régional	25 530
République de Corée	9 513
République dominicaine	55 173
République populaire de Chine	19 142
Suède	19 760
Suisse	27 972
Suriname	6 437
Trinidad-et-Tobago	1 000
Uruguay	128 113
Venezuela	42 531

Résultats financiers

Après les 13,3 millions de dollars de 2014, la Société a déclaré un résultat net de 3,0 millions de dollars pour 2015, concluant treize exercices consécutifs de bénéfiques soutenus et accumulant 173,1 millions de dollars de bénéfiques non distribués, ce qui équivaut à 25 % du capital libéré.

Les actifs liés au développement, mesurés en tant qu'encours brut de prêts et de participations (GLEO), ont légèrement diminué, passant de 1,1 milliard de dollars en 2014 à 1,0 milliard de dollars, reflétant à la fois la faiblesse persistante de la conjoncture économique mondiale.

Le chiffre d'affaires total, déduction faite des coûts d'emprunts, a atteint la somme de 47,5 millions de dollars en 2015, soit 1,4 million de dollars en deçà du chiffre de 2014. Les deux principaux facteurs du changement du chiffre d'affaires total sont les variations de la juste valeur des fonds de placement privé (- 3,0 millions de dollars) d'une part et de moindres coûts d'emprunt (- 3,0 millions de dollars) d'autre part. La diminution des coûts d'emprunt est principalement due aux moindres marges de financement obtenues grâce à la substitution des emprunts arrivant à expiration par des émissions EMTN (*Euro Medium Term Notes*) moins onéreuses et en partie également en raison d'un volume de financement plus réduit au cours des deux derniers mois de l'exercice du fait du remboursement d'une émission EMTN de 400 millions de dollars en novembre. Les charges d'exploitation ont augmenté, passant de 34,8 millions de dollars en 2014 à 49,3 millions de dollars en 2015, reflétant des cotisations plus élevées au Régime de retraite et au Régime de prestations complémentaires au personnel retraité (+4,3 millions de dollars) ainsi que de plus importants frais administratifs et autres qui ont augmenté de 10 millions de dollars, dont 5 millions liés à la réorganisation du secteur privé.

Le capital libéré de la SII a augmenté de 4,8 millions de dollars grâce aux versements effectués par l'Argentine, la Chine, l'Équateur, la Corée, le Panama, le Pérou et l'Uruguay. Dans le cadre de la deuxième augmentation générale de capital de la SII approuvée par l'Assemblée des Gouverneurs le 30 mars 2015, 54 762 actions sur les 80 662 actions d'origine offertes aux pays membres ont été souscrites. Les 25 900 actions restantes ont été réaffectées entre les actionnaires intéressés après avoir inclus une première attribution prioritaire des dites actions aux pays membres qui souhaitent préserver les droits préférentiels de souscription qui leur avaient été octroyés par l'Accord constitutif de la SII.

Qualité de l'actif

La Société a maintenu un portefeuille de haute qualité en 2015. Les principaux indicateurs de la qualité de l'actif sont restés remarquablement stables en dépit du fléchissement de la conjoncture économique dans la région qui s'est poursuivi en 2015, suivi de la dépréciation de nombreuses monnaies de la région. Le portefeuille de prêts ayant un jour ou plus d'arriéré de paiement a diminué, passant de 23,3 à 9,4 millions de dollars en 2015, soit l'équivalent de 1,0 % du portefeuille de prêts. Le ratio des prêts ayant fait l'objet d'une réduction de valeur par rapport à l'encours du portefeuille de prêts a légèrement diminué, passant de 1,7 % en 2014 à 1,0 % en 2015. Toutes les opérations disposent d'une couverture de garantie adéquate et sont étroitement surveillées par la Société. De plus, du fait de la politique de provisionnement conservatrice de la Société, la couverture de provisionnement des pertes sur prêts est plus du triple pour les prêts en arriéré de paiement et les prêts ayant fait l'objet d'une réduction de valeur.

Adéquation des fonds propres

Les ratios de solvabilité de la Société se sont améliorés en 2015. Le ratio du total de l'actif rapporté aux fonds propres a augmenté de 14 % par rapport à l'exercice précédent, se plaçant à 57 % en décembre 2015. Cette augmentation tient surtout au remboursement en novembre de l'EMTN de 400 millions de dollars. Compte tenu du niveau en décembre 2015 de son capital et de ses provisions pour pertes sur prêts, la Société maintient une couverture de 90 % de son exposition totale au risque des actifs liés au développement.

Effet de levier et liquidité

En novembre 2015, le remboursement de l'émission EMTN de 400 millions de dollars a diminué les emprunts du programme EMTN et l'encours total des emprunts à 598 millions de dollars.

Le ratio passif/fonds propres a diminué à 0,8 par rapport au 1,4 de l'exercice précédent, restant bien en deçà du niveau maximum de 3,0 établi par l'Accord constitutif de la SII. Les ratios de liquidité de la Société sont restés solides avec un ratio de liquidité sur total de l'actif de 35 % en 2015 et un ratio de liquidité sur endettement financier de 88 % en 2015.

Régime de retraite et Régime des prestations complémentaires au personnel retraité

Le Régime de retraite et le Régime de prestations complémentaires au personnel retraité ont terminé l'exercice 2015 respectivement en situation de sous-capitalisation de 24,1 millions de dollars et de capitalisation de 1,9 million de dollars. La situation de sous-capitalisation du Régime de retraite a augmenté de 1,9 million de dollars et la situation de capitalisation du Régime de prestations complémentaires au personnel retraité s'est améliorée de 4,6 millions de dollars par rapport à 2014. Ces variations sont en grande partie dues aux conditions économiques et financières actuelles, ayant pour résultat une augmentation du taux d'actualisation des deux régimes, respectivement de 36 et 38 points de base.

Notre gouvernance institutionnelle

Vision

La SII a pour vision de maximiser son impact sur le développement dans un cadre de viabilité financière à long terme.

Mission

La Société favorise le développement économique de ses pays membres en développement de la région en encourageant la création, l'expansion et la modernisation des entreprises privées, de préférence des petites et moyennes entreprises.

Assemblée des Gouverneurs

L'Assemblée des Gouverneurs, composée d'un Gouverneur et de son suppléant nommés par chaque pays membre, est investie de tous les pouvoirs de la Société. Parmi les pouvoirs conférés à l'Assemblée des Gouverneurs qui ne peuvent être délégués au Conseil d'administration figurent l'admission de nouveaux pays membres, l'engagement d'auditeurs externes, l'approbation des états financiers vérifiés de la Société et l'amendement de l'Accord constitutif de la Société.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est responsable de la conduite des opérations de la Société et exerce tous les pouvoirs que lui confère l'Accord constitutif de la Société ou que lui délègue l'Assemblée des Gouverneurs. Le Conseil d'administration décide de l'organisation de base de la

Société, y compris du nombre et des responsabilités générales des principaux postes administratifs et professionnels. Il approuve également le budget de la Société. Les treize Administrateurs et leurs suppléants sont élus pour un mandat de trois ans et représentent un ou plusieurs pays membres de la Société.

Le Comité exécutif du Conseil d'administration est composé de quatre personnes, à savoir l'Administrateur ou le suppléant nommé par le pays membre qui détient le plus grand nombre d'actions de la Société, deux Administrateurs représentant les pays membres en développement de la région et un Administrateur représentant les autres pays membres. Ce Comité étudie tous les prêts et les prises de participation qu'effectue la Société dans des entreprises implantées dans les pays membres.

Direction

Le Président de la BID est de droit le Président du Conseil d'administration de la Société. Il préside les réunions du Conseil d'administration mais n'a pas de droit de vote à moins qu'il ne faille départager les voix. Il peut participer aux réunions de l'Assemblée des Gouverneurs de la Société mais ne peut y voter.

Le Conseil d'administration nomme le Directeur général de la Société à une majorité des quatre cinquièmes du total des droits de vote, sur recommandation du Président du Conseil d'administration.

Sous la direction du Conseil d'administration et la supervision générale du Président du Conseil d'administration, le Directeur général est chargé des affaires courantes de l'institution. En consultation avec le Conseil d'administration et le Président du Conseil d'administration, il est également responsable de l'organisation, de la nomination et du licenciement des cadres et des employés. Le Directeur général peut participer aux réunions du Conseil d'administration mais ne peut y voter.

Le Directeur général décide également de la structure opérationnelle de la Société et peut la modifier selon l'évolution des besoins de l'organisation.

Personnel

Pour s'acquitter de sa mission de développement, la Société compte, au 31 décembre 2015, 108 postes de titulaires, dont 23 sont répartis dans onze pays de la région (Argentine, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou et Uruguay), les autres travaillant au siège de la Société à Washington DC. Parmi le personnel en région, on compte dix chargés d'investissement qui travaillent directement au montage et à l'élaboration de nouveaux projets et sept autres affectés à plein temps à la supervision directe des opérations de la SII.

Le reste du personnel, réparti en dix divisions (affaires institutionnelles, investissements sous forme de prêts, efficacité en matière de développement, investissements sous forme de participation, finance, juridique, gestion du portefeuille, gestion des risques, stratégie et innovation, et assistance technique et partenariats stratégiques) et une unité (opérations spéciales), apporte son soutien aux activités de projets, de programmes et d'affaires institutionnelles.

Structure des rémunérations pour le personnel du siège de la SII*

Niveau	Titre du poste	Minimum	Maximum	Personnel / niveau	Salaire moyen / niveau	Avantages sociaux moyens [†]
E	Haut dirigeant	\$ 219 230	\$ 384 094	2,4 %	\$ 322 453	\$ 125 757
1	Cadre	177 538	257 430	9,4 %	210 251	81 998
2	Cadre	155 381	233 071	3,5 %	171 335	66 821
3	Technique	129 170	206 672	18,8 %	141 928	55 352
4	Technique	113 651	181 840	17,6 %	123 506	48 167
5	Technique	103 545	155 316	12,9 %	105 751	41 243
6	Technique	91 920	137 878	3,5 %	93 031	36 282
7	Technique	81 666	122 499	16,5 %	89 370	34 854
8	Technique	71 638	107 456	4,7 %	74 076	28 889
9	Soutien / technique	63 282	94 922	7,1 %	67 272	26 236
10	Soutien	51 026	81 643	1,2 %	71 547	27 903
11	Soutien	44 452	71 125	2,4 %	54 041	21 076
				100,0 %		

* Le personnel en région est rémunéré localement selon une échelle fixée par la BID.

† Incluent : congés, primes de fin de service, assurances vie et médicale et autres avantages non salariaux : congés dans les foyers, remboursement des impôts, frais de déplacement pour prise de poste et réinstallation, rapatriement, allocations pour personnes à charge, allocations d'études et indemnités de mission.

Les membres du Conseil d'administration de la SII, y compris les administrateurs, les administrateurs suppléants, les conseillers principaux et les conseillers ainsi que le président du Conseil d'administration sont rémunérés par la BID.

Administrateurs et Administrateurs suppléants (en décembre 2015)

	Administrateur	Administrateur suppléant
Argentine et Haïti	Andrea Molinari	Valeria Fernández Escliar
Allemagne, Autriche, Belgique, Italie, Pays-Bas et République populaire de Chine	Carina Lakovits	Gisella Berardi
Bahamas, Barbade, Guyana, Jamaïque et Trinidad-et-Tobago	Sherwyn Everade Williams	Jerry Christopher Butler
Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua	Marlon Ramsses Tabora Muñoz	Jose Mauricio Silva
Panama et République bolivarienne du Venezuela	Armando Jose Leon Rojas	Fernando Ernesto de Leon de Alba
Bolivie, Paraguay et Uruguay	Luis Hernando Larrazábal	Marcelo Bisogno
Brésil et Suriname	Ricardo De Medeiros Carneiro	Frederico Gonzaga Jayme Junior
Canada, Danemark, Finlande, France, Norvège, Suède et Suisse	Marita Olson	Christian Hofer
Chili et Équateur	Kevin Cowan Logan	Xavier Santillan
Colombie et Pérou	Sergio Diazgranados Guida	Tania Lourdes Quispe Mansilla
Mexique et République dominicaine	Juan Bosco Marti Ascencio	Carlos Augusto Pared Vidal
Espagne, Israël, Japon, Portugal et République de Corée	Maria Rodriguez de la Rua	Ana Margarida Ferreira
États-Unis d'Amérique	Mark Edward Lopes	

Cadres



PREMIER RANG, DE GAUCHE À DROITE : James P. Scriven (Directeur général), Orlando Ferreira (Directeur de la planification stratégique), Haydee Rosemary Jeronimides (Directeur du conseil juridique), Luis Alberto Moreno (Président du Conseil d'administration), Gema Sacristán (Directeur des opérations), Christian Novak (Directeur de la gestion des risques), María del Rocío Palafox (Directeur des finances et administration)

Administrateurs et Administrateurs suppléants



PREMIER RANG, DE GAUCHE À DROITE : Sergio Diazgranados Guida (Colombie), Sherwyn Everade Williams (Guyana), Tania Lourdes Quispe Mansilla (Pérou), Andrea Molinari (Argentine), Ricardo De Medeiros Carneiro (Brésil), Juan Bosco Marti Ascencio (Mexique), Valeria Fernández Esliar (Argentine), Marita Olson (Suède)

DEUXIÈME RANG, DE GAUCHE À DROITE : Carina Lakovits (Autriche), Xavier Santillan (Équateur), Marcelo Bisogno (Uruguay), Ana Margarida Ferreira (Portugal), Mark Edward Lopes (États-Unis), Frederico Gonzaga Jayme Junior (Brésil), Jose Mauricio Silva (El Salvador), Carlos Augusto Pared Vidal (République dominicaine)

TROISIÈME RANG, DE GAUCHE À DROITE : Christian Hofer (Suisse), Jerry Christopher Butler (Bahamas), Marlon Ramsses Tabora Muñoz (Honduras), Kevin Cowan Logan (Chili), Maria Rodriguez de la Rúa (Espagne), Fernando Ernesto de Leon de Alba (Panama), Armando Jose Leon Rojas (République bolivarienne de Venezuela)

ABSENTS : Gisella Berardi (Italie), Luis Hernando Larrazábal (État plurinational de Bolivie)

États financiers

31 DÉCEMBRE 2015 ET 2014

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Les états financiers ci-joints de la Société interaméricaine d'investissement ont été traduits en français à partir des textes anglais et espagnol. Les états financiers en anglais et en espagnol ont été examinés par des réviseurs comptables indépendants de la Société. Le rapport des réviseurs sur l'examen effectué ainsi que leur opinion apparaissent dans les textes anglais et espagnol des états financiers.

BILAN

En milliers de dollars des États-Unis (sauf données concernant les actions)

	31 décembre	
	2015	2014
ACTIF		
Espèces et valeurs assimilables	\$ 14 946	\$ 7 571
Titres de placement		
Disponibles à la vente	478 918	584 429
Pour activité boursière	34 743	331 583
Détenus jusqu'à échéance	—	39 902
Investissements		
Prêts	961 272	1 027 154
Moins provisions pour pertes	(36 746)	(47 895)
	924 526	979 259
Participations (9 047 et 13 027 dollars, respectivement, à leur juste valeur)	29 476	25 178
Total des investissements	954 002	1 004 437
Montants à recevoir et autres éléments d'actif	22 687	20 924
Total de l'actif	\$ 1 505 296	\$ 1 988 846
PASSIF ET CAPITAL		
Montants à payer et autres éléments de passif	\$ 47 869	\$ 43 357
Intérêts et commissions d'engagement à payer	1 647	1 751
Emprunts à court terme	57 761	533 957
Emprunts à long terme	540 695	564 644
Total du passif	647 972	1 143 709
Capital		
Actions souscrites	1 253 520	705 900
Actifs non intégrés	338 352	—
Moins souscriptions à recevoir des membres	(888 709)	(7 547)
	703 163	698 353
Bénéfices non répartis	173 146	170 144
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(18 985)	(23 360)
Total du capital	857 324	845 137
Total du passif et du capital	\$ 1 505 296	\$ 1 988 846

Les notes font partie intégrante des états financiers.

COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers de dollars des États-Unis

	Au 31 décembre	
	2015	2014
REVENUS		
Investissements sous forme de prêts		
Intérêts et commissions	\$ 44 215	\$ 44 468
Autres revenus	2 389	1 137
	46 604	45 605
Investissements sous forme de participations		
Dividendes	644	677
Plus-values sur vente de participations	12	67
Variations de la juste valeur	(4 742)	(1 692)
Autres revenus	40	33
	(4 046)	(915)
Titres de placement	7 778	9 267
Services-conseils, cofinancements et autres revenus	6 561	7 383
	56 897	61 340
Coût des emprunts	9 443	12 480
	47 454	48 860
DOTATION AUX PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS	(6 271)	92
RÉDUCTIONS DE VALEUR AUTRES QUE TEMPORAIRES SUR LES PARTICIPATIONS (TOUTES LIÉES AU CREDIT)	717	289
CHARGES D'EXPLOITATION		
Dépenses administratives	35 428	30 344
Charges au titre du Régime de retraite et du RPPR	8 248	3 951
Plus ou moins-values nettes sur opérations de change	512	391
Autres dépenses	5 073	113
	49 261	34 799
Résultat avant activités d'assistance technique	3 747	13 680
Activités d'assistance technique	745	346
RÉSULTAT NET	\$ 3 002	\$ 13 334

Les notes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU

En milliers de dollars des États-Unis

	Au 31 décembre	
	2015	2014
RÉSULTAT NET	\$ 3 002	\$ 13 334
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU		
Constatation des variations d'éléments d'actif et de passif au titre du Régime de retraite et du RPPR (prestations complémentaires au personnel retraité) — Note 14	6 053	(24 926)
Plus-value latente sur les titres de placement disponibles à la vente — Note 3	(1 678)	250
Total des autres éléments du résultat étendu	4 375	(24 676)
RÉSULTAT ÉTENDU	\$ 7 377	\$ (11 342)

Les notes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de dollars des États-Unis

	Actions souscrites	Capital social *	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total du capital
Au 31 décembre 2013	70 440	\$ 693 700	\$ 156 810	\$ 1 316	\$ 851 826
Exercice clos au 31 décembre 2014					
Résultat net		—	13 334	—	13 334
Autres éléments du résultat étendu		—	—	(24 676)	(24 676)
Variation des actions souscrites	150				
Versements reçus au titre du capital social souscrit		4 653	—	—	4 653
Au 31 décembre 2014	70 590	\$ 698 353	\$ 170 144	\$ (23 360)	\$ 845 137
Exercice clos au 31 décembre 2015					
Résultat net		—	3 002	—	3 002
Autres éléments du résultat étendu		—	—	4 375	4 375
Variation des actions souscrites	54 762				
Versements reçus au titre du capital social souscrit		4 810	—	—	4 810
Au 31 décembre 2015	125 352	\$ 703 163	\$ 173 146	\$ (18 985)	\$ 857 324

* Déduction faite des souscriptions à recevoir des membres.

Les notes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de dollars des États-Unis

	Au 31 décembre	
	2015	2014
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaissements de prêts	\$ (306 946)	\$ (379 782)
Décaissements de participations	(11 047)	(5 021)
Remboursements de prêts	356 799	371 384
Rendement des participations	590	3 209
Échéances des titres détenus jusqu'à échéance	39 850	—
Titres disponibles à la vente		
Achats	(85 026)	(293 764)
Ventes et échéances	186 650	87 000
Dépenses d'investissement	(2 386)	(1 199)
Produit de la vente d'actifs recouverts	441	1 098
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement	\$ 178 925	\$ (217 075)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Remboursements des emprunts	(539 022)	(203 648)
Produit de l'émission d'emprunts	50 795	400 000
Souscriptions au capital	4 810	4 653
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement	\$ (483 417)	\$ 201 005
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'EXPLOITATION		
Résultat net	3 002	13 334
Ajustements pour rétablir la concordance entre le résultat net et les flux de trésorerie nets liés à l'exploitation :		
Variation de la juste valeur des participations	4 742	1 692
Dotation aux provisions pour pertes sur prêts	(6 271)	92
Variation de la juste valeur des participations	(692)	783
Plus ou moins-values réalisées sur vente de participations	—	(67)
Variation des montants à recevoir et autres éléments d'actif	918	(2 922)
Variation des montants à payer et autres éléments de passif	5 513	(2 589)
Variation des actifs nets du Régime de retraite et du RPPR	3 313	667
Titres de placement pour activité boursière		
Achats	(1 148 449)	(1 222 954)
Ventes et échéances	1 443 830	1 204 236
Autres, valeur nette	5 775	12 786
Flux de trésorerie nets liés à l'exploitation	\$ 311 681	\$ 5 058
Incidence nette des variations de taux de change sur espèces et valeurs assimilables	186	310
Variation nette des espèces et valeurs assimilables	7 375	(10 702)
Espèces et valeurs assimilables au 1er janvier	7 571	18 273
Espèces et valeurs assimilables au 31 décembre	\$ 14 946	\$ 7 571
Informations complémentaires :		
Intérêts versés au cours de l'exercice	\$ 8 579	\$ 11 751

Les notes font partie intégrante des états financiers.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Objet

La Société interaméricaine d'investissement (ci-après la Société) est une institution multilatérale qui a été constituée en 1986 et est entrée en activité en 1989 avec pour mission de promouvoir le développement économique de ses pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes en encourageant l'établissement, l'expansion et la modernisation des entreprises privées de manière à compléter les activités de la Banque interaméricaine de développement (ci-après la BID). La Société accomplit cette mission en octroyant des prêts et en prenant des participations lorsque le capital privé n'est pas suffisamment disponible à des conditions raisonnables ; elle joue également un rôle de catalyseur en mobilisant du financement complémentaire de projets auprès d'autres investisseurs et prêteurs, par le biais de cofinancements ou de syndications de prêts, de sous-participations, de prises fermes et de garanties. Outre le financement de projets et la mobilisation de ressources, la Société offre à ses clients des services-conseils financiers et techniques. Le capital social de la Société est apporté par les pays membres. La Société mène ses opérations principalement en dollars des États-Unis et son territoire d'exploitation est limité aux vingt-six pays membres de la région. La Société est membre du Groupe de la Banque interaméricaine de développement (ci-après le Groupe BID) qui comprend également la BID et le Fonds multilatéral d'investissement (ci-après le MIF).

Le 30 mars 2015, les Assemblées des Gouverneurs de la Société et de la BID ont approuvé la réorganisation au sein de la Société des activités du Groupe BID avec le secteur privé (ou le portefeuille sans garantie souveraine (ci-après le NSG)) et ont autorisé la deuxième augmentation générale de capital de la Société (ci-après l'AGC-II). À compter du 1er janvier 2016, les fonctions opérationnelles et administratives, y compris le personnel, liées aux activités du secteur privé de la BID sont transférées à la SII (ci-après la Réorganisation) afin de maximiser l'impact sur le développement et d'offrir des services plus complets aux clients. La BID continue de détenir les participations financières de son portefeuille NSG. À compter du 1er janvier 2016, la Société assure la prestation des services de gestion des prêts pour le portefeuille NSG et reçoit une commission pour ces services. L'accord initial de prestation des services de gestion est d'une durée de sept ans. Le personnel de la Société est passé de 108 au 31 décembre 2015 à 174 au 1er janvier 2016 par suite de la Réorganisation. À partir de 2016, les coûts liés à l'emploi de ces salariés ainsi que les obligations correspondant à leurs prestations de retraite et leurs prestations complémentaires au personnel retraité figureront dans les états financiers de la Société.

1. Base de présentation

Les principes appliqués par la Société en matière de comptabilité et de présentation des informations financières sont conformes aux principes comptables généralement admis aux États-Unis (ci-après les GAAP). Toute référence faite dans les présentes notes aux GAAP publiés par le Conseil des normes comptables financières (ci-après le FASB) est une référence à la codification des normes comptables du FASB, parfois dénommée Codification ou ASC.

Tous les montants présentés dans les états financiers ci-joints et les notes sont exprimés, sauf indication contraire, en milliers de dollars des États-Unis d'Amérique (ci-après dollars des États-Unis, USD ou \$), qui est la monnaie fonctionnelle et de déclaration de la Société.

2. Récapitulatif des principales politiques comptables

Emploi d'estimations — La préparation d'états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui affectent les montants portés à l'actif et au passif, les informations données sur des éléments d'actif et de passif éventuels à la date de la présentation des états financiers ainsi que les montants déclarés des revenus et des dépenses au cours de la période considérée. Les chiffres réels peuvent diverger de ces estimations. La détermination de la suffisance des provisions pour pertes sur les titres de placement, de l'estimation de la perte de valeur autre que temporaire des participations et des titres de placement disponibles à la vente ou détenus jusqu'à l'échéance, et de la juste valeur des titres de placement, prêts et participations, emprunts et instruments dérivés, ont été faites avec beaucoup de discernement, tout comme l'a été le calcul du coût net des prestations périodiques du régime de retraite et des prestations complémentaires au personnel retraité ainsi que la valeur actualisée des obligations de prestations. Les opérations de la Société comportent des incertitudes et des risques inhérents. Il est possible que l'évolution de la conjoncture économique ait des répercussions sur les clients de la Société et sur les marchés mondiaux des investissements, et un effet négatif sur la situation financière de la Société.

Espèces et valeurs assimilables — Des instruments d'investissement hautement liquides achetés avec une échéance d'origine inférieure ou égale à trois mois, autres que ceux détenus comme titres pour activité boursière, sont considérés comme des valeurs assimilables à des espèces. La Société peut détenir des dépôts bancaires d'un montant supérieur aux limites assurées par la FDIC.

Titres de placement — Dans le cadre de la stratégie d'ensemble de gestion de son portefeuille, la Société investit dans des titres de sociétés, des titres d'État et d'organismes étatiques et des titres supranationaux, conformément à ses propres critères d'investissement. Parmi ces titres figurent des obligations à taux fixe et flottant, des bons à court, moyen ou long terme, des certificats de dépôt, des effets de commerce et des fonds communs de placement.

Les titres de placement que détient la Société sont classés en fonction de l'intention qu'avait la direction au moment de leur achat. Les achats et les ventes de titres de placement sont comptabilisés à la date d'opération. Le portefeuille de titres que la Société classe en tant qu'activité boursière est comptabilisé à sa juste valeur, les plus et moins-values latentes étant inscrites à la rubrique Revenus provenant de titres de placement. Les titres à échéance fixe classés dans la catégorie Détenus jusqu'à l'échéance sont des titres que la Société a la capacité et l'intention de détenir jusqu'à leur échéance et qui sont comptabilisés à leur coût amorti. Tous les autres titres sont classés dans la catégorie Disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur, les plus ou moins-values latentes nettes étant inscrites à la rubrique Cumul des autres éléments du résultat étendu. Les intérêts et dividendes sur titres, l'amortissement de primes d'émission et l'accroissement des escomptes, ainsi que les plus et moins-values réalisées sur les titres pour activité boursière et les titres disponibles à la vente, sont comptabilisés dans la rubrique Revenus provenant de titres de placement. Les investissements qu'effectue la Société dans des titres de créance des marchés d'Amérique latine et des Caraïbes par suite de ses activités de développement sont classés dans la catégorie détenus jusqu'à l'échéance et comptabilisés au bilan à leur coût amorti. La Société ne détenait au 31 décembre 2015 aucun titre de placement détenu jusqu'à l'échéance.

La Société évalue ses titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance dont la valeur est devenue inférieure à leur coût amorti pour déterminer en fin d'exercice si cette baisse de la juste valeur est autre que temporaire. La Société tient compte de divers facteurs pour déterminer si une baisse de la juste valeur est autre que temporaire, tels que la situation financière de l'émetteur, l'incidence des variations des taux d'intérêts et des écarts de crédit, la durée prévue du redressement et d'autres informations quantitatives et qualitatives. La valorisation de la réduction de valeur des titres est un processus sujet à estimation, discernement et incertitude et a pour objet de déterminer si la baisse de la juste valeur des titres de placement doit être constatée dans les résultats de l'exercice en cours. Au titre des risques et incertitudes figurent l'évolution de la conjoncture économique générale et l'évolution future de l'évaluation des facteurs susmentionnés. On s'attend à ce que ces facteurs évoluent à l'avenir. Pour les baisses de valeur des titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance qui sont considérées comme autres que temporaires, la tranche liée au crédit d'une perte de valeur autre que temporaire est constatée dans les résultats et la tranche non liée au crédit est constatée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Investissements sous forme de prêts et de participations — Les engagements d'investissement sous forme de prêts et de participations constituent des obligations juridiques dès que le contrat de prêt ou de participation est signé et sont comptabilisés comme des éléments d'actif lorsqu'ils sont décaissés. Les prêts sont comptabilisés à concurrence de leur encours en principal, corrigé des provisions pour pertes. Dans certains cas, la Société obtient des nantissements, notamment sous forme d'hypothèques et de garanties de tiers. Les participations comprennent des participations dans des sociétés du type « limited partnerships » et structures similaires (ci-après les LP) et des participations directes au capital, principalement, de petites et moyennes entreprises et d'institutions financières. Les participations directes pour lesquelles la Société maintient un compte de participation au capital mais dans lesquelles elle ne possède pas une participation majoritaire ou une influence notable, sont comptabilisées à leur coût, diminué le cas échéant des pertes de valeur. Pour les LP, la Société a choisi la méthode de la juste valeur conformément à l'ASC 825 et, dans la pratique, elle retient la valeur liquidative comptabilisée comme l'estimation de la juste valeur. Les valeurs liquidatives des LP reposent sur la juste valeur des placements sous-jacents que détiennent les LP.

La Société considère qu'un prêt est assorti d'une réduction de valeur lorsque, en fonction d'événements et informations récents, il est probable que la Société ne soit pas en mesure de recouvrer tous les montants dus conformément aux termes du contrat de prêt. Les informations et les événements concernant l'emprunteur et/ou le contexte économique et politique dans lequel il évolue, dont il est tenu compte pour déterminer si un prêt fait l'objet d'une réduction de valeur, sont notamment les suivants : les difficultés financières de l'emprunteur, la position concurrentielle de l'emprunteur sur le marché, le risque lié

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

aux actifs sous-jacents donnés en garantie, la volonté et la capacité du promoteur à soutenir l'investissement et l'équipe de direction de l'emprunteur ainsi que les conflits géopolitiques et les crises macro-économiques.

Pour les investissements sous forme de participations qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur, l'analyse de réduction de valeur est effectuée au moins une fois par an sur la base des renseignements financiers les plus récents et des résultats d'exploitation. Sont également prises en compte les conditions macroéconomiques, les tendances du secteur en question, les performances passées de l'entreprise ainsi que l'intention de la Société de conserver la participation sur une longue durée. Lorsque la réduction de valeur est identifiée et considérée comme non temporaire, la participation est comptabilisée à sa juste valeur réduite qui devient la nouvelle valeur comptable de la participation. Les pertes pour réduction de valeur ne sont contrepassées pour tenir compte de la récupération ultérieure de la juste valeur de la participation que lorsque celle-ci est vendue avec plus-value.

Entités à détenteurs de droits variables — L'ASC 810 intitulée *Consolidation* prévoit la consolidation lorsque l'entité déclarante est le bénéficiaire principal d'une entité à détenteurs de droits variables (ci-après une EDDV) ou, si une entité ne répond pas aux éléments de définition d'une EDDV, la consolidation est nécessaire si l'entité déclarante dispose d'une participation majoritaire au capital d'une entité ou détient la majorité des droits de vote. La Société a évalué les entités dans lesquelles elle investit et les autres entités avec lesquelles elle a des accords contractuels et autres, et a conclu qu'elle n'est le bénéficiaire principal d'aucune EDDV et qu'elle n'a une participation variable significative dans aucune EDDV qui nécessiterait une communication d'informations financières.

En outre, la Société ne détient aucune participation majoritaire ni la majorité des droits de vote dans aucune autre entité et n'exerce aucune influence notable sur aucune entité. La Société détient des participations dans certains fonds d'investissement qui sont structurés sous forme de LP. Les participations directes de la Société sont comptabilisées au coût. Les participations de la Société dans les LP sont comptabilisées à la juste valeur conformément à l'ASC 820 intitulée *Mesures de la juste valeur*.

Provision pour pertes sur prêts — La provision pour pertes représente l'estimation que fait la direction des pertes subies par le portefeuille de prêts à la date du bilan et elle est comptabilisée en réduction des investissements sous forme de prêts. La provision pour pertes est augmentée par une imputation aux frais par le biais de la provision pour pertes sur prêts et diminuée par les radiations nettes ou la récupération de la provision pour amélioration de la quantité et/ou de la gravité des pertes estimées antérieurement. Un discernement considérable est nécessaire pour estimer la provision pour pertes, y compris la détermination des notations de risque adéquates, la gravité potentielle des pertes, la performance prévue des prêts individuels, la conjoncture économique en Amérique latine et dans les Caraïbes et divers autres facteurs. La Société considère que la provision pour pertes est adéquate à la date du bilan ; toutefois, il pourra être nécessaire de modifier à l'avenir la provision pour pertes en fonction de l'évolution de l'un quelconque des facteurs mentionnés.

La provision pour pertes sur les investissements sous forme de prêts correspond aux estimations tant de pertes probables déjà identifiées (ci-après les provisions spécifiques) que de pertes probables inhérentes au portefeuille mais non identifiables spécifiquement (ci-après les provisions générales).

Pour les provisions spécifiques et pour les prêts faisant l'objet d'une évaluation de baisse de valeur, la détermination des provisions pour pertes probables identifiées représente l'avis de la direction sur la solvabilité de l'emprunteur et est établie par le biais de l'examen périodique des prêts individuels. Cette estimation prend en compte toutes les preuves disponibles y compris, le cas échéant, la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus au taux contractuel effectif, la juste valeur des actifs donnés en garantie moins les coûts d'aliénation et d'autres données de marché. Compte tenu de l'objet de la Société et de la nature des prêts, la valeur sur le marché secondaire n'est habituellement pas disponible.

Pour les provisions générales, les provisions pour pertes sont établies par le biais d'un système interne de classement du risque de crédit qui estime les pertes probables inhérentes au portefeuille en se fondant sur diverses analyses. Le système interne de classement du risque de crédit tient compte du risque de l'emprunteur, de la garantie correspondante ou des caractéristiques de l'opération et du risque pays et, une fois ces facteurs combinés, produit un classement final qui indique les pertes escomptées en liaison avec l'opération.

La Société segmente son portefeuille de prêts en institutions financières ou en prêts aux entreprises. Les prêts aux entreprises sont octroyés à de petites et moyennes entreprises qui opèrent dans différents secteurs, dont les trois

principaux sont l'énergie et l'électricité, les produits agricoles et les transports et la logistique (voir données détaillées à la note 4). Pour certains prêts, la Société obtient des nantissements sous forme d'hypothèques, de garanties tiers et autres.

Les provisions requises pour chaque risque de prêt ou de garantie tiennent compte : (i) du taux de probabilité de défaut de paiement pour chaque catégorie de risque et la période au cours de laquelle survient la perte, (ii) du montant de risque de crédit dans chacune de ces catégories et (iii) du taux de perte pour un défaut de paiement donné (ci-après le LGD).

Chaque prêt est surveillé individuellement et noté au minimum une fois par an afin de lui appliquer un taux de probabilité de LGD.

- Probabilité de défaut de paiement — Une fiche de score est remplie qui tient compte d'un certain nombre de considérations spécifiques à l'emprunteur, notamment de l'expérience passée et des données de marché disponibles, du risque pays, de l'expérience de pertes passées pour des crédits similaires, du risque de corrélation ou de contagion des moins-values entre les marchés, de l'inexécution des garanties du promoteur ou des accords de soutien, ainsi que de l'analyse des états financiers et autres informations fournies par l'emprunteur. Le résultat de la fiche de score produit une notation de risque interne qui est comparable à une notation de crédit émetteur long terme publiée par Standard & Poor's (ci-après S&P) (en 2015 et 2014) et est associé à la probabilité historique des taux de défaut de paiement publiée par S&P (en 2015) et Moody's (en 2014) pour ces mêmes catégories de notation. Au cours de 2015, la Société a affiné son processus de notation du risque sur prêts en y incluant un plus grand nombre et un niveau plus granulaire de catégories de notation de risque (dix catégories de notation publiées par S&P comme décrit à la Note 4 par rapport aux cinq catégories de Moody's utilisées en 2014).
- Défaut de paiement donné (LGD) — En 2014, un seul ratio LGD a été appliqué à chacun des segments subordonnés et garantis du portefeuille sur la base de données historiques provenant de Moody's. En 2015, la Société a introduit un modèle plus élaboré pour calculer séparément le ratio LGD pour chaque garantie ou prêt individuel. Une fiche de score est remplie qui tient compte d'un certain nombre de considérations spécifiques à l'opération pour chaque prêt ou garantie, notamment le rang de l'instrument, le type de nantissement, les garanties tiers et le risque de ressort de compétence ou de droits du créancier selon le droit du pays respectif. La fiche de score produit un ratio LGD qui est calibré grâce à des preuves empiriques de plus de 20 ans de données historiques recueillies par S&P.

La Société se sert de données externes de l'industrie pour les taux de probabilité de défaut de paiement et pour les ratios LGD pour calculer les provisions pour pertes en raison de notre expérience limitée de pertes passées, du volume relativement faible d'activité (moins de 250 prêts) et des différences en termes de taille de prêt, de secteur et de dispersion géographique du portefeuille.

Les prêts sont sortis du bilan lorsque la Société a épuisé tous les moyens possibles de recouvrement, en réduisant les prêts et les provisions pour pertes sur les investissements sous forme de prêts. Ces réductions des provisions sont partiellement compensées par les recouvrements, si tant est qu'il y en ait, liés à des prêts précédemment sortis du bilan.

Constatation des produits d'investissements sous forme de prêts — Les intérêts et les commissions sont comptabilisés en tant que revenu dans la période où ils sont produits. Généralement, les intérêts d'un prêt ne sont plus comptabilisés s'il existe un doute quant aux possibilités de recouvrement ou si les paiements de principal ou d'intérêts accusent plus de 90 jours d'arriérés. La Société n'enregistre pas de revenu sur les prêts dont les intérêts ne sont plus comptabilisés. et tout intérêt couru non perçu concernant un prêt à intérêts non comptabilisés est déduit du revenu et n'est ensuite constaté qu'à mesure de la réception des paiements ; le prêt ne peut être ensuite reclassé comme prêt productif qu'une fois que, de l'avis de la direction, l'emprunteur a démontré sa capacité à payer régulièrement les échéances en principal et intérêts. Les intérêts qui n'ont pas été comptabilisés auparavant mais qui sont capitalisés dans le cadre d'une restructuration de dette sont enregistrés en tant que produit comptabilisé d'avance et inclus au bilan dans les Montants à payer et autres éléments de passif¹ ; ils ne sont portés au crédit à titre de revenu qu'à réception du montant en principal correspondant. Il est tenu compte de cette capitalisation au bilan dans le calcul de la Provision pour pertes sur prêts.

Les frais et commissions de montage de prêt, inclus au bilan au poste Montants à recevoir et autres éléments de l'actif, sont constatés d'avance et amortis sur la durée du prêt selon la méthode de l'amortissement linéaire qui est proche de la façon dont les coûts seraient répercutés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

1. Toute référence à un poste des états financiers est identifiée par le nom du poste dont la première lettre est en majuscule chaque fois qu'il apparaît dans les notes aux états financiers.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Constatation des produits d'investissements sous forme de participations — Les dividendes et les participations bénéficiaires provenant des investissements sous forme de participations qui sont comptabilisés selon la méthode du coût sont constatés comme revenu lorsqu'est déclarée et versée la distribution correspondante. Les plus-values sur la vente ou le rachat de participations comptabilisées à leur coût assorti d'une réduction de valeur sont constatées en tant que revenu lors de leur cession.

En ce qui concerne les LP comptabilisées à la juste valeur au titre de l'option de juste valeur, il est tenu compte des plus ou moins-values latentes pour l'évaluation de la valeur d'actif net et la comptabilisation se fait au compte de résultat au poste Variation de la juste valeur de l'investissement.

Garanties — La Société offre des garanties de crédit couvrant, sur une base de risque partagé, les obligations de tiers relatives à des prêts ou à des titres émis à l'appui de projets situés dans un pays membre de la Société pour améliorer la qualité de leur crédit et leur permettre de conclure une vaste gamme d'opérations commerciales. Ces garanties financières sont des engagements pris par la Société qui garantissent l'exécution des paiements de l'emprunteur à un tiers. La politique de la Société visant à exiger un nantissement concernant ces instruments et le type de nantissement détenu est généralement la même que pour les prêts. Les garanties sont considérées comme émises lorsque la Société signe la convention de garantie, comme encours lorsque l'obligation financière sous-jacente est encourue vis-à-vis du tiers et comme appelées lorsque l'obligation de la Société au titre de la garantie est mise en jeu. Il y a deux obligations liées aux garanties, à savoir (1) l'obligation d'être prêt à l'exécution et (2) l'obligation éventuelle d'effectuer des paiements futurs. L'obligation d'être prêt à l'exécution est constatée à sa juste valeur à la date à laquelle elle est émise. L'élément de passif éventuel lié à la garantie financière est constaté lorsqu'il est probable que la garantie sera mise en jeu et lorsque l'on peut raisonnablement estimer le montant de la garantie. Tous les éléments de passif disponibles sur demande et éventuels liés aux garanties sont inscrits au bilan au poste Montants à payer et autres éléments de passif. L'écriture de contrepartie pour les montants reçus ou à recevoir est inscrite au bilan au poste Montants à recevoir et autres éléments d'actif. Si les garanties sont mises en jeu, le montant décaissé est constaté comme un investissement sous forme de prêt et des provisions spécifiques sont établies conformément au système interne de classement du risque de crédit. Le revenu est acquis à mesure que la Société est dégagée du risque.

Emprunts — Pour assurer la disponibilité de fonds suffisants pour des questions d'ordre commercial général, la Société emprunte sur les marchés financiers internationaux en plaçant ses titres d'emprunt auprès d'investisseurs. Les emprunts de la Société sont comptabilisés au coût amorti. L'amortissement des primes et des escomptes est calculé selon une méthodologie qui s'approche de la méthode du taux d'intérêt effectif et est inscrit au compte de résultat au poste Coût des emprunts.

Le solde non amorti des frais d'émission des emprunts correspondant à un élément de passif constaté est comptabilisé en déduction directe de la valeur comptable de l'élément de passif et inscrit au bilan aux postes Emprunts à court terme et Emprunts à long terme.

Les charges d'intérêts sur emprunts sont comptabilisées sur la base du fait générateur et figurent au compte de résultat au poste Coût des emprunts.

Activités de gestion des risques : instruments dérivés utilisés à des fins non spéculatives — Dans le cadre de sa gestion des risques financiers, la Société peut conclure des opérations sur divers instruments dérivés. Elle gère son risque de fluctuation des taux d'intérêts par le biais de produits financiers dérivés tels que des swaps de taux d'intérêt et des options position acheteur (c'est-à-dire des garanties de taux plafond). Les instruments dérivés modifient les caractéristiques de taux d'intérêt de l'instrument financier en question pour produire le taux d'intérêt souhaité et aucun n'est dans une relation de comptabilité de couverture. La Société n'a pas recours aux instruments dérivés à des fins spéculatives.

Les instruments dérivés figurent au bilan à leur juste valeur et sont classés comme élément d'actif ou de passif, selon leur nature et le montant net de leur juste valeur. Toute variation de la juste valeur des instruments dérivés liés à des emprunts est comptabilisée au compte de résultat au poste Coûts des emprunts. La Société ne détenait aucun instrument dérivé aux 31 décembre 2015 et 2014.

Charges constatées d'avance — Les coûts relatifs à l'émission de titres de créance et autres accords financiers sont constatés d'avance et amortis sur la durée de vie du titre de créance correspondant, selon une méthode d'amortissement

linéaire qui est proche de la façon dont les coûts seraient constatés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les montants passés en charge sont amortis et intégrés au compte de résultat au poste Coût des emprunts.

Immobilisations — La Société comptabilise les immobilisations à leur coût moins l'amortissement cumulé et les amortit selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée de vie estimée des immobilisations, à savoir de trois à sept ans.

Opérations en devises — Les éléments d'actif et de passif non libellés en dollars des États-Unis sont convertis à leur contrevalet en dollars des États-Unis sur la base du taux de change auquel l'élément d'actif ou de passif pourrait être raisonnablement liquidé à la date de l'opération. Les revenus et les dépenses sont convertis chaque mois à un montant proche du taux de change moyen pondéré. Les plus et moins-values qui en résultent sont intégrées au compte de résultat au poste Plus ou moins-values nettes sur opérations de change.

Juste valeur des instruments financiers — La Codification requiert que les entreprises fournissent des informations sur les évaluations de juste valeur, qu'elles soient récurrentes ou non.

Les GAAP définissent la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un élément d'actif ou payé pour céder un élément de passif dans une cession ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation dans des conditions courantes de marché. L'évaluation de la juste valeur suppose en outre qu'une transaction pour la vente d'un élément d'actif ou de passif survient sur le marché principal ou, en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'élément d'actif ou de passif.

Pour déterminer la juste valeur, la Société se sert de diverses approches de valorisation, dont les approches fondées sur le marché, le revenu et/ou le coût. La Codification établit une hiérarchie entre les données utilisées pour évaluer la juste valeur, en maximisant le recours à des données observables et en minimisant le recours à des données non observables ; elle exige d'avoir recours à des données observables lorsque celles-ci sont disponibles. Les données observables sont des données dont se serviraient les opérateurs du marché pour déterminer le prix d'un actif ou d'un passif en fonction des données de marché obtenues auprès de sources indépendantes de la Société. Les données non observables sont des données qui sont l'expression de ce que la Société suppose que seraient les hypothèses que retiendraient les opérateurs du marché pour déterminer le prix d'un actif ou d'un passif en se fondant sur les meilleures informations disponibles compte tenu des circonstances. La hiérarchie se décompose en trois niveaux selon la fiabilité des données, à savoir :

- Niveau 1 — Valorisations fondées sur des prix non corrigés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 1 sont notamment des titres de placement qui se négocient activement et qui se composent principalement de titres de créance du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et de ses organismes.

- Niveau 2 — Valorisations fondées sur des prix cotés pour des actifs ou des passifs similaires sur des marchés actifs, sur des prix cotés pour des actifs ou des passifs identiques ou similaires qui ne sont pas négociés sur un marché actif ou sur des modèles d'établissement de prix pour lesquels toutes les données importantes sont directement ou indirectement observables pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif.

Parmi les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 2 figurent des titres de placement qui ne se négocient pas activement, et qui comportent principalement des placements dans des obligations d'États hors des États-Unis, des obligations d'entreprises, des contrats sur produits dérivés et des emprunts structurés.

- Niveau 3 — Valorisations fondées sur des données non observables qui sont pertinentes quant à l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble.

Parmi les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 3 figurent certains prêts.

La disponibilité de données observables peut varier d'un produit à l'autre et se voit affectée par toute une série de facteurs tels que, par exemple, le type de produit et d'autres caractéristiques propres à la transaction. Dans la mesure où la valorisation est fondée sur des modèles ou des données qui sont moins, voire non observables sur le marché, le niveau de discernement nécessaire pour déterminer la juste valeur doit être plus élevé. C'est pourquoi le niveau de discernement dont fait preuve la Société pour déterminer la juste valeur est au plus haut pour les instruments de niveau 3. Dans certains cas, les données qui servent à évaluer la juste valeur peuvent correspondre à des niveaux différents de la

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

hiérarchie de juste valeur. Dans ces cas-là, aux fins de la présentation d'informations, le niveau dans la hiérarchie de juste valeur qui correspond à l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité est déterminé en fonction du niveau le plus bas où l'on puisse trouver des données significatives pour l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité.

La juste valeur de la majorité des instruments financiers de la Société provient de modèles de détermination de prix. Ces modèles tiennent compte des modalités contractuelles (dont l'échéance) ainsi que de nombreuses données comme, le cas échéant, les courbes de rendement des taux d'intérêt, les écarts de crédit, la solvabilité de la contrepartie, la volatilité des options et les taux de change. Conformément à l'ASC 820, il est également tenu compte de l'impact des écarts de crédit propres à la Société lors de l'évaluation de la juste valeur des passifs, y compris des contrats de dérivés. Le cas échéant, il est procédé à des ajustements de valorisation pour tenir compte de divers facteurs tels que les écarts entre cours acheteur et cours vendeur, la qualité du crédit et la liquidité du marché. Ces ajustements sont appliqués de manière uniforme et sont fondés sur des données observables lorsque celles-ci sont disponibles.

La méthodologie et les hypothèses utilisées par la direction pour l'estimation de la juste valeur des instruments financiers de la Société sont les suivantes :

Espèces et valeurs assimilables : la valeur comptable, telle qu'elle apparaît au bilan, est proche de la juste valeur.

Titres de placement : la juste valeur des titres de placement est fondée sur les cours cotés à la date du bilan sur des marchés actifs pour des actifs identiques, s'ils sont observables. Pour les placements pour lesquels les prix et autres informations pertinentes générés par les opérations de marché pour des actifs identiques ou comparables ne sont pas disponibles, on a recours à la valorisation par approche de revenu en se servant des courbes de rendements, des différentiels de swaps sur défaillance de crédit ou d'obligations et des taux de recouvrement en fonction des valeurs données en garantie en tant que principales données. Les titres de placement sont généralement classés au niveau 1 et au niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur.

Investissements sous forme de prêts : la méthodologie qu'utilise la Société pour évaluer la juste valeur des prêts octroyés à certaines institutions financières par le biais d'accords qui favorisent le développement économique et pour lesquels une combinaison de facteurs observables et non observables est généralement disponible, requiert l'emploi d'estimations et des calculs de valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. La juste valeur des investissements sous forme de prêts est fondée sur les opérations récemment effectuées, les cours du marché, s'ils sont observables, et les niveaux observables de différentiels de swaps sur défaillance de crédit ainsi que sur des modèles exclusifs de valorisation lorsque les opérations et les cours ne sont pas observables. La prévision des flux de trésorerie futurs aux fins de l'estimation de la juste valeur est subjective et imprécise, et des modifications mineures des hypothèses ou des méthodologies peuvent affecter de manière non négligeable les valeurs estimées. L'absence de normes objectives de tarification ajoute un degré plus important encore de subjectivité et de volatilité à ces justes valeurs dérivées ou estimées.

Pour certains des investissements sous forme de prêts effectués par la Société aux entreprises et aux institutions financières, il n'est pas réalisable d'en estimer la juste valeur en raison de la nature (petites et moyennes entreprises) et de la situation géographique de l'emprunteur. Les contrats de prêt de la Société sont adaptés aux caractéristiques de risque et aux besoins spécifiques de l'emprunteur. De plus, la Société a le statut de créancier privilégié. Ce statut n'est pas transférable, ce qui limite la capacité de la Société à céder des éléments d'actif ou de passif. En outre, il n'y a que peu voire pas de transactions ayant des cotes de crédit, des taux d'intérêt et des dates d'échéances similaires. En fonction de son expérience, la direction estime qu'il y a certains pays où aucun opérateur n'est intéressé au marché principal ou plus avantageux de la Société compte tenu du risque pays ainsi que de la taille et du terme de la plupart des éléments d'actif et de passif de la Société. Par conséquent, conformément à l'ASC 820, des informations complémentaires pertinentes sur l'estimation de la juste valeur, telles que la valeur comptable, le taux d'intérêt et l'échéance sont fournies. Ces informations complémentaires sur les investissements sous forme de prêts figurent à la note 9.

Investissements sous forme de participations : la Société prend des participations au capital de petites et moyennes entreprises du secteur privé d'Amérique latine et des Caraïbes et investit également dans des LP. Dans la majorité des cas, il n'existe pas de prix du marché et les autres méthodes d'évaluation requièrent un niveau non négligeable de discernement. Des informations complémentaires sur les LP comptabilisées à la juste valeur figurent à la note 9.

Les prises de participation directes qu'effectue la Société sont évaluées pour déterminer une éventuelle réduction de valeur. Il est toutefois impossible de déterminer avec précision la juste valeur au-delà du coût car il s'agit d'opérations sur mesure de placement privé dans les pays membres régionaux de la Société. En outre, les clauses contractuelles limitent la capacité de la Société à vendre ou à céder sa participation sur les marchés principaux ou plus avantageux compte tenu de la taille et de l'échelle des prises de participation directes de la Société.

Impôts — La Société, ses biens, son revenu et ses autres actifs, ainsi que les opérations et transactions qu'elle réalise conformément à l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement, tel que modifié, sont exonérés de tous impôts et de tous droits de douane dans ses pays membres.

Nouvelles dispositions de comptabilisation et de reporting financier — En août 2015, le FASB a publié l'ASU (ou Mise à jour) 2015-14 qui reporte la date d'entrée en vigueur de l'ASU 2014-09 intitulée *Produits provenant de contrats avec des clients (Sujet 606)*, publiée à l'origine en mai 2014, pour toutes les entités pour un an. Cette directive de revenus qui ne s'applique pas aux instruments financiers ni aux garanties, a reporté la date d'entrée en vigueur pour la Société à l'exercice commençant après le 15 décembre 2018. Cette ASU ne devrait pas avoir une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En mai 2015, le FASB a publié l'ASU 2015-07 intitulée *Évaluation de la juste valeur (Sujet 820)*, qui élimine l'obligation de classer selon la hiérarchie de la juste valeur les investissements pour lesquels les justes valeurs sont évaluées au moyen de la méthode pratique de la valeur liquidative. Les obligations de déclaration financière pour les investissements dont la juste valeur est évaluée à la valeur liquidative (ou son équivalent) en tant que méthode pratique ne sont pas affectées par les modifications de cette ASU. L'ASU est actuellement en vigueur pour la Société pour l'exercice commençant après le 15 décembre 2016 et requiert l'application rétrospective à toutes les périodes antérieures présentées dans les états financiers. Il est autorisé de procéder à cette application par anticipation. La Société a adopté par anticipation ces obligations en matière de déclaration financière dans les notes aux états financiers.

En mars 2015, le FASB a publié l'ASU 2015-03 intitulée *Intérêts — Comptabilisation des intérêts (Sujet 835)* qui simplifie la présentation des frais d'émission de la dette au bilan d'une entreprise. Cette ASU exige que les frais d'émission de la dette liés à un élément de passif constaté soient comptabilisés au bilan en déduction directe de la valeur comptable de l'élément de passif dans la logique des primes de remboursement de la dette. La directive de constatation et d'évaluation pour les frais d'émission de la dette n'est pas affectée par les modifications de cette ASU. L'ASU est actuellement en vigueur pour la Société pour l'exercice commençant après le 15 décembre 2015 et requiert l'application rétrospective à toutes les périodes antérieures présentées dans les états financiers. Il est autorisé de procéder à cette application par anticipation. La Société a adopté par anticipation cette présentation dans les états financiers.

En février 2015, le FASB a publié l'ASU 2015-02 intitulée *Consolidation (Sujet 810) — Modifications de l'analyse de consolidation*, qui élimine le report de FAS 167 pour les entreprises qui détiennent des investissements dans des entités qui sont des sociétés de placement. Cette nouvelle directive s'applique aux LP et entités similaires et modifie les éléments à prendre en considération pour déterminer si certaines entités sont des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) ou des entités à participation votante. Cette nouvelle directive requiert également qu'une entité évalue si des accords sur des honoraires à un décideur ou un prestataire de services représentent un détenteur de droits variables dans l'entité et la manière dont les participations de parties apparentées affectent la détermination du bénéficiaire principal. L'ASU est actuellement en vigueur pour la Société pour l'exercice commençant après le 15 décembre 2016. Il est autorisé de procéder à l'adoption par anticipation des modifications de cette mise à jour. La Société a adopté par anticipation cette mise à jour qui n'a pas eu une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

3. Titres de placement

Les titres de placement pour activité boursière se décomposent comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2015	2014
Titres d'entreprises	\$ 15 957	\$ 250 264
Titres d'État	8 790	8 383
Titres d'organismes étatiques	—	39 968
Titres d'organismes supranationaux	9 996	32 968
	\$ 34 743	\$ 331 583

Les plus-values latentes nettes sur les titres de placement pour activité boursière se sont montées à 4 dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 (les plus-values latentes nettes sur les titres de placement se sont montées à 197 dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014).

La décomposition des titres disponibles à la vente se présente comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2015	2014
Titres d'entreprises	\$ 356 906	\$ 459 318
Titres d'organismes étatiques	112 163	113 029
Titres d'organismes supranationaux	9 849	12 082
	\$ 478 918	\$ 584 429

La juste valeur des titres disponibles à la vente est la suivante :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre 2015			
	Coût amorti	Plus-values latentes brutes	Moins-values latentes brutes	Juste valeur
Titres d'entreprises	\$ 357 120	\$ 521	\$ (735)	\$ 356 906
Titres d'organismes étatiques	111 951	313	(101)	112 163
Titres d'organismes supranationaux	9 881	—	(32)	9 849
	\$ 478 952	\$ 834	\$ (868)	\$ 478 918

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre 2014			
	Coût amorti	Plus-values latentes brutes	Moins-values latentes brutes	Juste valeur
Titres d'entreprises	\$ 458 217	\$ 1 513	\$ (412)	\$ 459 318
Titres d'organismes étatiques	112 482	615	(68)	113 029
Titres d'organismes supranationaux	12 086	13	(17)	12 082
	\$ 582 785	\$ 2 141	\$ (497)	\$ 584 429

La durée sur laquelle les titres disponibles à la vente sont restés dans une position continue de moins-value latente est comme suit :

	31 décembre 2015					
	Inférieure à 12 mois		Égale ou supérieure à 12 mois		Total	
	Juste valeur	Moins-value latente	Juste valeur	Moins-value latente	Juste valeur	Moins-value latente
En milliers de dollars des États-Unis						
Titres d'entreprises	\$ 120 574	\$ (435)	\$ 49 813	\$ (300)	\$ 170 387	\$ (735)
Titres d'organismes étatiques	39 838	(101)	—	—	39 838	(101)
Titres d'organismes supranationaux	9 849	(32)	—	—	9 849	(32)
	\$ 170 261	\$ (568)	\$ 49 813	\$ (300)	\$ 220 074	\$ (868)

	31 décembre 2014					
	Inférieure à 12 mois		Égale ou supérieure à 12 mois		Total	
	Juste valeur	Moins-value latente	Juste valeur	Moins-value latente	Juste valeur	Moins-value latente
En milliers de dollars des États-Unis						
Titres d'entreprises	\$ 96 114	\$ (412)	\$ —	\$ —	\$ 96 114	\$ (412)
Titres d'organismes étatiques	27 111	(68)	—	—	27 111	(68)
Titres d'organismes supranationaux	6 979	(17)	—	—	6 979	(17)
	\$ 130 204	\$ (497)	\$ —	\$ —	\$ 130 204	\$ (497)

La variation des titres disponibles à la vente comptabilisés au poste Autres éléments du résultat étendu est la suivante :

	31 décembre	
	2015	2014
En milliers de dollars des États-Unis		
Plus ou moins-values latentes au cours de l'exercice	\$ (1 628)	\$ 250
Reclassement des plus ou moins-values en résultat net	(50)	—
Variations dues à une perte de valeur des titres	—	—
Total comptabilisé dans Autres éléments du résultat étendu lié aux titres disponibles à la vente	\$ (1 678)	\$ 250

Le produit de la vente de sept titres disponibles à la vente s'est monté à 71 109 dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 (aucun titre vendu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014). Les plus-values réalisées brutes se sont montées à 50 dollars et il n'y a eu aucune moins-value réalisée brute sur la vente de titres disponibles à la vente au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 (aucune pour l'exercice clos le 31 décembre 2014).

Les titres de placement assortis de moins-values latentes sont le résultat de variations de prix dans l'environnement actuel du marché et non pas du fait d'une réduction de valeur autre que temporaire. Au 31 décembre 2015, aucune réduction de valeur autre que temporaire n'a été constatée dans les placements de la Société au sein du portefeuille disponible à la vente (aucune au 31 décembre 2014). En outre, pour les titres en position de moins-value latente, la Société n'a pas l'intention de vendre des titres de son portefeuille de titres disponibles à la vente et il est vraisemblable qu'elle ne soit pas tenue de vendre avant le recouvrement de la partie hors crédit constatée au poste Autres éléments du résultat étendu.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La structure des échéances des titres disponibles à la vente est la suivante :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2015	2014
Inférieure ou égale à un an	\$ 153 157	\$ 126 544
Supérieure à un an jusqu'à cinq ans	325 761	457 885
	\$ 478 918	\$ 584 429

L'unique titre d'entreprise de la Société correspondant à un actif lié au développement et ayant des caractéristiques similaires à d'autres titres détenus jusqu'à l'échéance est arrivé à échéance le 29 mars 2015. Le coût amorti et la juste valeur de ce titre d'entreprise étaient respectivement 39 902 et 40 423 dollars au 31 décembre 2014. Il y avait 521 dollars de plus-values latentes brutes et aucune moins-value latente brute pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, les revenus d'intérêts, déduction faite de l'amortissement des primes d'émission et l'accroissement des escomptes étaient de 6 998 dollars (7 506 dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014).

4. Investissements sous forme de prêts et de participations

La Société dispose de méthodes de mesure de concentration et surveille le risque crédit et tout effet éventuel de la concentration géographique de son encours de prêts et de placements en actions et dans des LP. Au 31 décembre 2015, les pays présentant le plus de risque de crédit global pour la Société étaient le Brésil, le Pérou et Panama (le Brésil, le Pérou, et le Chili au 31 décembre 2014). Au 31 décembre 2015, l'encours des prêts, prises de participation et placements et dans des LP libellés en devises se montait à 49 678 dollars (62 072 dollars au 31 décembre 2014). Les risques de la Société quant aux prêts et participations multipays apparaissent au tableau ci-après à la rubrique Régional.

La ventilation par pays et par secteur de l'encours du portefeuille se présente comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre					
	2015			2014		
	Prêts	Participation	Total	Prêts	Participation	Total
Brésil	\$ 110 345	\$ 933	\$ 111 278	\$ 129 905	\$ 1 882	\$ 131 787
Pérou	103 688	1 750	105 438	112 506	—	112 506
Panama	97 864	4 000	101 864	95 333	4 000	99 333
Costa Rica	99 979	—	99 979	103 719	—	103 719
Mexique	82 380	9 051	91 431	81 533	11 196	92 729
Chili	88 515	1 600	90 115	109 453	1 600	111 053
Colombie	83 608	463	84 071	90 130	1 099	91 229
Équateur	81 631	—	81 631	59 680	—	59 680
El Salvador	34 127	—	34 127	19 767	—	19 767
Nicaragua	32 332	—	32 332	41 169	—	41 169
Uruguay	31 795	—	31 795	34 242	—	34 242
Argentine	29 595	151	29 746	41 899	114	42 013
Paraguay	24 517	—	24 517	34 946	—	34 946
Régional	14 264	8 323	22 587	20 677	4 373	25 050
République dominicaine	13 706	205	13 911	18 235	914	19 149
Honduras	10 117	—	10 117	13 632	—	13 632
Guatemala	9 039	—	9 039	8 618	—	8 618
Jamaïque	6 621	—	6 621	8 283	—	8 283
Haïti	5 453	—	5 453	1 565	—	1 565
État plurinational de Bolivie	1 134	3 000	4 134	1 737	—	1 737
Bahamas	562	—	562	125	—	125
	\$ 961 272	\$ 29 476	\$ 990 748	\$ 1 027 154	\$ 25 178	\$ 1 052 332
Services financiers	\$ 680 576	\$ 7 586	\$ 688 162	\$ 711 237	\$ 5 051	\$ 716 288
Énergie & électricité	56 957	1 750	58 707	84 230	—	84 230
Produits agricoles	33 392	—	33 392	35 947	—	35 947
Transports et logistique	31 583	—	31 583	26 231	—	26 231
Construction, matériaux et aménagements	23 678	3 086	26 764	10 019	3 611	13 630
Engrais et services agricoles	22 719	—	22 719	26 251	—	26 251
Hôtellerie et tourisme	15 073	—	15 073	12 890	—	12 890
Distribution et vente au détail	10 737	3 802	14 539	18 353	2 575	20 928
Aliments et boissons	12 954	—	12 954	13 636	—	13 636
Bois, pâtes et papier	12 138	—	12 138	7 442	—	7 442
Bétail et aviculture	11 514	—	11 514	9 562	—	9 562
Information, communications et technologie	6 094	4 205	10 299	2 680	914	3 594
Fonds d'investissement	1 158	9 047	10 205	1 158	13 027	14 185
Services publics	9 541	—	9 541	9 986	—	9 986
Produits manufacturés généraux	8 014	—	8 014	12 141	—	12 141
Textiles, habillement et cuirs	7 832	—	7 832	8 997	—	8 997
Services de santé et fournitures médicales	5 998	—	5 998	6 592	—	6 592
Pétrole, gaz et exploitation minière	4 302	—	4 302	8 651	—	8 651
Education	2 616	—	2 616	5 145	—	5 145
Aquaculture et pêche	2 596	—	2 596	13 310	—	13 310
Services	1 382	—	1 382	1 000	—	1 000
Conteneurs et conditionnement	418	—	418	1 696	—	1 696
	\$ 961 272	\$ 29 476	\$ 990 748	\$ 1 027 154	\$ 25 178	\$ 1 052 332

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Portefeuille d'investissements sous forme de prêts et de participations

Les actifs liés au développement de la Société proviennent de ses activités de prêt et d'investissement qui comprennent des prêts, des participations et certaines LP, des titres de placement et des garanties qui assurent la promotion du développement économique des pays membres en développement de la région par le biais de la création, de l'expansion et de la modernisation des entreprises privées, de préférence des petites et moyennes entreprises. Le portefeuille de la Société est segmenté entre institutions financières et entreprises. Tous les actifs liés au développement sont évalués individuellement aux fins de surveillance et d'évaluation des performances de crédit et du risque.

Ventilation de l'encours du portefeuille par type d'investissement au 31 décembre 2015 :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre 2015		
	Institutions financières	Entreprises	Total
Prêts	\$ 681 734	\$ 279 538	\$ 961 272
Participation	16 633	12 843	29 476
	\$ 698 367	\$ 292 381	\$ 990 748

Ventilation de l'encours du portefeuille par type d'investissement au 31 décembre 2014 :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre 2014		
	Institutions financières	Entreprises	Total
Prêts	\$ 712 395	\$ 314 759	\$ 1 027 154
Participation	18 078	7 100	25 178
Titre de placement *	39 902	—	39 902
	\$ 770 375	\$ 321 859	\$ 1 092 234

* Représente un placement dans un titre qui est émis dans ou par des entités domiciliées dans des pays membres en développement de la région dont le produit sert à des activités liées au développement.

Les investissements sous forme de prêts et de participations engagés mais non décaissés (déduction faite des annulations) sont récapitulés ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre 2015
Prêts	\$ 191 022
Participation	22 498
	\$ 213 520

Investissements sous forme de prêts

Les prêts de la Société portent intérêt à taux fixe et variable. L'encours en principal du portefeuille de prêts à taux fixe se montait à 189 098 dollars au 31 décembre 2015 (237 139 dollars au 31 décembre 2014). Les prêts à taux variable de la Société sont habituellement révisés dans un délai d'un an.

Analyse d'ancienneté, sur la base des conditions contractuelles, des prêts de la Société au coût après amortissement par type d'investissement au 31 décembre 2015 :

31 décembre 2015						
En milliers de dollars des États-Unis	1 à 90 jours d'arriérés	> 90 jours d'arriérés intérêts comptabilisés	> 90 jours d'arriérés intérêts non comptabilisés	Total des arriérés	Prêts à jour de paiement	Portefeuille de prêts
Institutions financières	\$ 1 250	\$ —	\$ 1 596	\$ 2 846	\$ 678 888	\$ 681 734
Entreprises	135	84	6 292	6 511	273 027	279 538
Total des prêts avec arriérés	\$ 1 385	\$ 84	\$ 7 888	\$ 9 357	\$ 951 915	\$ 961 272
En % du portefeuille de prêts	0,14 %	0,01 %	0,82 %	0,97 %	99,03 %	100,00 %
Provision pour pertes sur prêts	\$ 36 746					
Couverture				392,71 %		3,82 %

Analyse d'ancienneté, sur la base des conditions contractuelles, des prêts de la Société au coût après amortissement par type d'investissement au 31 décembre 2014 :

31 décembre 2014						
En milliers de dollars des États-Unis	1 à 90 jours d'arriérés	> 90 jours d'arriérés intérêts comptabilisés	> 90 jours d'arriérés intérêts non comptabilisés	Total des arriérés	Prêts à jour de paiement	Portefeuille de prêts
Institutions financières	\$ —	\$ —	\$ 3 180	\$ 3 180	\$ 709 215	\$ 712 395
Entreprises	3 104	—	17 014	20 118	294 641	314 759
Total des prêts avec arriérés	\$ 3 104	\$ —	\$ 20 194	\$ 23 298	\$ 1 003 856	\$ 1 027 154
En % du portefeuille de prêts	0,30 %	0,00 %	1,97 %	2,27 %	97,73 %	100,00 %
Provision pour pertes sur prêts	\$ 47 895					
Couverture				205,58 %		4,66 %

Les prêts dont les intérêts courus ne sont plus comptabilisés se montaient au 31 décembre 2015 à 11 685 dollars (31 137 dollars au 31 décembre 2014). Les prêts à intérêts non comptabilisés qui sont courants se montaient au 31 décembre 2015 à 1 726 dollars (10 928 dollars au 31 décembre 2014). Les intérêts perçus sur les prêts à intérêts non comptabilisés au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2015 se montaient à 1 524 dollars (669 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2014).

L'investissement enregistré en prêts à intérêts non comptabilisés au coût après amortissement par type d'investissement est récapitulé ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2015	2014
Entreprises	\$ 8 443	\$ 26 392
Institutions financières	3 242	4 745
Total des prêts à intérêts non comptabilisés	\$ 11 685	\$ 31 137
Portefeuille de prêts	\$ 961 272	\$ 1 027 154
Portefeuille de prêts à intérêts non comptabilisés	1,22 %	3,03 %
Provision pour pertes sur prêts	\$ 36 746	\$ 47 895
Couverture des prêts à intérêts non comptabilisés	314,47 %	153,82 %

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La structure des échéances de l'encours en principal décaissé des prêts de la Société est récapitulée ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre			
	2015		2014	
	Encours en principal	Rendement moyen pondéré	Encours en principal	Rendement moyen pondéré
Échéance inférieure ou égale à un an	\$ 250 056	4,52 %	\$ 335 004	3,91 %
Échéance supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	626 861	3,96 %	591 532	4,31 %
Échéance supérieure à 5 ans et au-delà	84 355	5,77 %	100 618	5,74 %
	\$ 961 272		\$ 1 027 154	

L'investissement de la Société dans des prêts assortis d'une réduction de valeur se montait à 10 039 dollars au 31 décembre 2015 (16 969 dollars au 31 décembre 2014). Le montant moyen de ces prêts pour l'exercice clos au 31 décembre 2015 était de 12 249 dollars (16 006 dollars au 31 décembre 2014). Le montant total des provisions relatives à ces prêts aux 31 décembre 2015 et 2014 était respectivement de 5 588 et 10 566 dollars. Au 31 décembre 2015, le portefeuille de prêts ne comportait aucune restructuration de dette en difficulté (aucune au 31 décembre 2014).

La Société a reçu des recouvrements partiels sur ses prêts aux entreprises et aux institutions financières pour les exercices clos aux 31 décembre 2015 et 2014.

Les variations des provisions pour pertes sur les prêts par type d'investissement sont récapitulées ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	2015			2014		
	Institutions financières	Entreprises	Total	Institutions financières	Entreprises	Total
Solde au 1er janvier	\$ 19 794	\$ 28 101	\$ 47 895	\$ 22 189	\$ 24 867	\$ 47 056
Prêts éliminés du bilan, valeur nette	—	(5 319)	(5 319)	—	(351)	(351)
Recouvrements	—	441	441	413	685	1 098
Provision pour pertes sur prêts	(1 763)	(4 508)	(6 271)	(2 808)	2 900	92
Solde au 31 décembre	\$ 18 031	\$ 18 715	\$ 36 746	\$ 19 794	\$ 28 101	\$ 47 895

Récapitulatif des prêts de la Société au coût après amortissement selon l'indicateur de qualité du crédit et le type d'investissement au 31 décembre 2015 :

Classification interne du risque de crédit	31 décembre 2015			Équivalent notation S&P/Moody's
	Institutions financières	Entreprises	Total	
bbb+	\$ 25 000	\$ —	\$ 25 000	BBB+
bbb	70 000	—	70 000	BBB
bbb-	145 327	—	145 327	BBB-
bb+	91 845	—	91 845	BB+
bb	166 952	4 063	171 015	BB
bb-	73 852	41 094	114 946	BB-
b+	46 511	76 586	123 097	B+
b	50 947	106 266	157 213	B
b-	9 704	31 961	41 665	B-
ccc-d	1 596	19 568	21 164	CCC-D
Total	\$ 681 734	\$ 279 538	\$ 961 272	

Figure ci-après une description générale de la classification des risques. L'ajout d'un signe plus (+) ou moins (-) indique la position relative d'un emprunteur donné à l'intérieur des grandes catégories de notation :

- bbb — l'emprunteur a la capacité adéquate à honorer ses engagements financiers. Toutefois, une conjoncture économique défavorable ou un changement de circonstances est plus susceptible de déboucher sur un affaiblissement de la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements financiers.
- bb — l'emprunteur a la capacité à honorer ses engagements financiers. Toutefois, l'emprunteur est confronté à d'importantes incertitudes continues et exposé à une conjoncture commerciale, financière ou économique défavorable qui seraient susceptibles de déboucher sur une capacité inadéquate à honorer ses engagements financiers.
- b — l'emprunteur a actuellement la capacité à honorer ses engagements financiers. Une conjoncture commerciale, financière ou économique défavorable sera susceptible de compromettre la capacité ou la volonté de l'emprunteur à honorer ses engagements financiers.
- ccc à d — l'emprunteur est actuellement très vulnérable et dépendant d'une conjoncture commerciale, financière ou économique favorable pour honorer ses engagements financiers ou se trouve en défaut de paiement (d).

Récapitulatif des prêts de la Société au coût après amortissement selon l'indicateur de qualité du crédit et le type d'investissement au 31 décembre 2014 :

Catégorie	31 décembre 2014		
	Institutions financières	Entreprises	Total
A	\$ 668 404	\$ 248 521	\$ 916 925
B	40 811	38 446	79 257
Qualité inférieure	—	14 004	14 004
Douteux	3 180	13 418	16 598
Perte	—	370	370
Total	\$ 712 395	\$ 314 759	\$ 1 027 154

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Figure ci-après une description générale des anciens indicateurs de qualité de crédit au 31 décembre 2014 :

Indicateur de la qualité de crédit	Description
A	Cette catégorie comprend les entreprises qui ont la capacité de faire face à leurs obligations et dont la situation financière n'est pas affectée par des variables internes et/ou externes susceptibles de nuire à cette capacité. Les projets classés dans la catégorie A sont assortis d'une provision générale comprise entre 0,40 % et 6,15 % pour la dette de premier rang, et de 0,55 % à 8,45 % pour la dette subordonnée en fonction des résultats d'une analyse spécifique de leurs risques variables.
B	L'entreprise est en mesure de faire face à ses obligations mais est confrontée à des conditions internes et/ou externes défavorables susceptibles de nuire à sa capacité financière si ces conditions se poursuivent. Les projets classés dans la catégorie B sont assortis d'une provision générale pour la dette de premier rang de 8,70 % et de 12 % pour la dette subordonnée.
Qualité inférieure	La situation financière et la capacité de paiement actuelles de l'entreprise peuvent avoir un impact défavorable sur le recouvrement mais aucune perte de montant en principal n'est prévue. Les flux de trésorerie de l'entreprise continuent de montrer des signes de détérioration. L'entreprise laisse apparaître des lacunes persistantes et bien définies qui, si elles devaient continuer, déboucheraient sur une incapacité de remboursement intégral de l'obligation envers la Société. L'entreprise est en défaut de paiement ou présente un risque accru de défaut de paiement si les faiblesses ne sont pas corrigées. D'importantes modifications de la structure financière ou opérationnelle sont nécessaires pour restaurer la solvabilité de l'entreprise. Les projets classés dans la catégorie de qualité inférieure sont assortis d'une provision générale de 21,65 % pour la dette de premier rang et de 29,85 % pour la dette subordonnée.
Douteux	L'entreprise n'est pas en mesure d'assurer le service de sa dette et le recouvrement est improbable, que ce soit par le biais de paiements en fonction de la performance financière de l'entreprise, de paiements effectués par les promoteurs ou par l'exécution des garanties. La solvabilité de l'entreprise est diminuée, avec une probabilité accrue de pertes. Une restructuration majeure de l'investissement et/ou de l'exploitation est nécessaire et un certain nombre de mesures spécifiques (liquidation, recapitalisation, etc.) peuvent devoir être prises. Pour les projets classés dans la catégorie douteux, une analyse indépendante de la trésorerie est effectuée conformément à l'ASC 310-10-35 pour déterminer la provision nécessaire.
Perte	Tout ou partie du prêt de la Société est considéré comme irrécouvrable. Il est probable que le projet soit en faillite et qu'il ait cessé ses activités. La valeur de liquidation de la garantie ou du recours contre les garants est insuffisante pour que la Société puisse récupérer intégralement son investissement. Pour les projets classés dans la catégorie perte, une analyse indépendante de la trésorerie est effectuée conformément à l'ASC 310-10-35 pour déterminer la provision nécessaire.

Investissements sous forme de participations

Au 31 décembre 2015, la Société avait dix prises de participation directes (huit au 31 décembre 2014) d'une valeur comptable de 20 429 dollars (12 151 dollars au 31 décembre 2014). Les prises de participation directes sont comptabilisées au coût déduction faite des réductions de valeur. Les réductions de valeur autres que temporaires étaient au 31 décembre 2015 de 717 dollars (289 dollars au 31 décembre 2014).

La Société avait douze investissements dans des LP au 31 décembre 2015 pour une juste valeur de 9 047 dollars (dix à la juste valeur de 13 027 dollars au 31 décembre 2014). Les investissements de la Société dans des LP peuvent en règle générale être liquidés sur une période de dix ans assortie de jusqu'à deux prorogations d'un an.

5. Montants à recevoir et autres éléments d'actif

Les montants à recevoir et autres éléments d'actif sont récapitulés ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2015	2014
Autres actifs courants		
Intérêts à recevoir sur prêts	\$ 7 092	\$ 8 000
Intérêts à recevoir sur titres de placement	1 459	3 299
Autres actifs courants	9 325	8 560
	17 876	19 859
Autres actifs non courants		
Actif net du RPPR	1 946	—
Autres actifs non courants	2 865	1 065
	4 811	1 065
Total des montants à recevoir et autres éléments d'actif	\$ 22 687	\$ 20 924

Au 31 décembre 2015, les actifs nets du Régime de prestations complémentaires au personnel retraité montrent la situation de capitalisation du régime. Se reporter à la note 14.

6. Montants à payer et autres éléments de passif

Les montants à payer et autres éléments de passif sont récapitulés ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2015	2014
Passif net du Régime de retraite	\$ 24 106	\$ 22 221
Montants à payer et autres éléments de passif	9 193	3 887
Produit comptabilisé d'avance	6 414	7 010
Avantages sociaux à payer	5 940	5 052
Montants à payer aux autres entités du Groupe BID	2 216	2 507
Passif net du RPPR	—	2 680
Total des montants à payer et autres éléments de passif	\$ 47 869	\$ 43 357

Aux 31 décembre 2015 et 2014, les passifs nets du Régime de retraite montrent la situation de sous-capitalisation du régime. Au 31 décembre 2015, les passifs nets du Régime de prestations complémentaires au personnel retraité montrent la situation de sous-capitalisation du régime. Se reporter à la note 14.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7. Emprunts

L'encours des emprunts, par monnaie, est comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre			
	2015		2014	
	Encours	Coût pondéré moyen	Encours	Coût pondéré moyen
Dollar des États-Unis	\$ 539 693	0,66 %	\$ 1 026 057	0,78 %
Peso mexicain	46 380	3,49 %	54 261	3,82 %
Real brésilien	11 526	10,20 %	16 945	10,20 %
Euro	857	0,87 %	1 338	1,07 %
	\$ 598 456		\$ 1 098 601	
Emprunts à court terme	(57 761)		(533 957)	
Emprunts à long terme	\$ 540 695		\$ 564 644	

Le plan global de financement de la Société tient compte de la stratégie et des prévisions de liquidités. La stratégie actuelle de risque de liquidité exige que la Société dispose de suffisamment de liquidités disponibles pour couvrir les besoins de liquidité opérationnelle prévus pour au moins 18 mois. Ces besoins de liquidité opérationnelle comprennent les décaissements prévus, les frais administratifs et autres et les emprunts arrivant à échéance, exigeant en fait que la Société dispose de suffisamment de fonds pour couvrir les échéances à venir au moins 18 mois au préalable.

La Société dispose depuis 1997 d'une facilité d'emprunt renouvelable auprès de la BID pour un montant de 300 000 dollars. En août 2008, la Société a emprunté 100 000 dollars dans le cadre de cette facilité d'emprunt et 200 000 dollars restent disponibles pour décaissement. Les emprunts faits dans le cadre de la facilité d'emprunt de la BID ont une échéance de quinze ans à compter du décaissement correspondant. Cette facilité d'emprunt a été renouvelée trois fois, elle arrive à expiration en novembre 2020. Au 31 décembre 2015, la Société a emprunté 46 380 dollars (800 millions de pesos mexicains) sur une facilité de crédit en devises. Cette facilité de crédit est renouvelable et arrive à expiration en juin 2016. D'autres facilités de crédit disponibles se montent à 320 000 dollars au 31 décembre 2015.

Le 16 novembre 2012, la Société a émis sur les marchés financiers des billets libellés en dollars des États-Unis au LIBOR à 3 mois plus 0,35 % dans le cadre d'un programme EMTN (Euro Medium-Term Note) pour un montant de 350 000 dollars arrivant à échéance en 2015, suivi d'une émission complémentaire de 50 000 dollars le 19 février 2013 assortie d'une prime et arrivant à échéance en 2015. Ces billets sont arrivés à échéance le 16 novembre 2015.

Le 2 octobre 2014, la Société a réalisé une nouvelle émission libellée en dollars des États-Unis de 400 000 dollars au LIBOR à 3 mois plus 0,14 % dans le cadre de son programme EMTN, avec échéance en 2017. Les intérêts sur ces billets sont payables chaque trimestre.

Le 27 avril 2012, la Société a émis des obligations en devises au taux directeur TIE plus 0,22 % pour un montant de 61 472 dollars (800 millions de pesos mexicains) avant frais de souscription et autres frais d'émission. Ces obligations sont arrivées à échéance le 24 avril 2015.

La structure des échéances de l'encours des emprunts, exclusion faite de l'amortissement des frais d'émission de dette, figure ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	2016	2017	2018	2019	2020	Jusqu'en 2023
Emprunts	\$ 57 906	\$ 400 000	\$ 857	\$ —	\$ —	\$ 140 000
	\$ 57 906	\$ 400 000	\$ 857	\$ —	\$ —	\$ 140 000

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, les frais liés aux emprunts se composent d'une charge d'intérêts de 9 008 dollars qui contient l'amortissement de frais d'émission de dette de 331 dollars (12 014 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2014 qui contient des frais d'émission de dette de 557 dollars). Le solde non amorti de l'actif des frais d'émission de dette de la Société se monte à 307 dollars au 31 décembre 2015 (640 dollars au 31 décembre 2014).

8. Capital social

Le capital autorisé de la Société a été porté des 200 millions de dollars initiaux à 705,9 millions de dollars, équivalent à 70 590 actions, par le biais d'une augmentation de capital de 500 millions de dollars approuvée en 1999 (ci-après l'AGC-I) et de plusieurs augmentations spéciales. En vertu de ces augmentations, un total de 505,9 millions de dollars a été affecté aux souscriptions de pays membres nouveaux et existants au cours des périodes de souscription, comme indiqué dans les résolutions correspondantes. La Société n'émet que des actions entières d'une valeur nominale et d'un prix d'émission de 10 000 dollars chacune, correspondant auxdites augmentations de capital autorisées.

Le 30 mars 2015, les Assemblées des Gouverneurs (ci-après les Assemblées) de la Société et de la BID ont approuvé la Réorganisation au sein de la Société des activités du Groupe BID avec le secteur privé et ont autorisé l'AGC-II de la Société. L'AGC-II augmente le capital autorisé de la Société de 2,03 milliards de dollars, soit 125 474 actions, 80 662 actions correspondant aux nouvelles contributions payables par les pays (Annexe A à la Résolution de l'Assemblée) et 44 812 actions correspondant aux transferts de la BID au nom de ses pays membres (Annexe B à la Résolution de l'Assemblée) avec un prix d'émission de 16 178.60 par action. La période initiale de souscription pour les actions de l'Annexe A a pris fin le 27 octobre 2015 et 54 762 ont été souscrites. Le 1er décembre 2015, le Conseil d'administration a approuvé une proposition de réaffectation selon laquelle les 25 900 actions restantes de l'Annexe A étaient affectées à souscription. Les actions souscrites sont enregistrées à la date de la convention de souscription au prix d'émission de l'action et doivent être libérées au fil du temps. Les actions de l'Annexe B seront émises sur approbation annuelle des transferts par l'Assemblée des Gouverneurs de la BID à partir de 2018 jusqu'en 2025. Avec cette augmentation de capital, le total des actions autorisées de la Société se monte à 196 064.

En vertu de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement, tout pays membre peut se retirer de la Société en notifiant par écrit son intention au siège de celle-ci. Le retrait entre en vigueur à la date spécifiée dans la lettre de notification mais en tout cas pas avant six mois à compter de la date de réception de la lettre par la Société. Même après avoir notifié son retrait, le pays membre n'est pas délié de toutes ses responsabilités envers la Société en ce qui concerne les obligations auxquelles il était astreint à la date de la remise de la lettre de retrait.

Si un pays membre se retire de la Société, la Société et le pays membre peuvent s'entendre sur le retrait et le rachat des actions détenues par ledit membre à des conditions qu'ils jugeront appropriées aux circonstances. Si un tel accord n'est pas réalisé dans les trois mois qui suivent l'annonce par le membre de son désir de se retirer ou dans un délai convenu par les deux parties, le prix de rachat des actions du pays membre sera égal à la valeur apparaissant dans les livres de la Société au jour où ledit pays cesse d'être membre de la Société, cette valeur comptable étant déterminée par les états financiers vérifiés de la Société. Le paiement des actions se fera contre la remise des certificats correspondants, par tranches, aux échéances et dans les monnaies disponibles comme en décidera la Société compte tenu de sa situation financière.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le tableau ci-dessous donne la liste du capital social souscrit et des souscriptions à recevoir de la part des pays membres :

	31 décembre			
	Actions	Montant	Prime d'émission *	À recevoir des membres **
	En milliers de dollars des États-Unis			
Allemagne	\$1,334	\$ 13,340	\$ —	\$ —
Argentine	17,281	172,810	56,794	148,714
Autriche	737	7,370	2,422	6,342
Bahamas	308	3,080	1,013	2,653
Barbade	216	2,160	710	1,860
Belgique	169	1,690	—	—
Belize	101	1,010	—	—
Brésil	17,281	172,810	56,794	149,171
Canada	320	3,200	1,050	2,750
Chili	4,279	42,790	14,062	36,822
Colombie	4,456	44,560	14,643	38,343
Costa Rica	671	6,710	2,206	5,776
Danemark	1,071	10,710	—	—
El Salvador	671	6,710	2,206	5,776
Équateur	933	9,330	3,064	8,024
Espagne	5,324	53,240	17,498	45,818
État plurinational de Bolivie	1,389	13,890	4,566	11,956
États-Unis d'Amérique	16,019	160,190	—	—
Finlande	839	8,390	2,756	7,216
France	2,868	28,680	4,362	11,422
Guatemala	897	8,970	2,947	7,717
Guyana	256	2,560	840	2,200
Haïti	671	6,710	2,206	5,776
Honduras	671	6,710	2,206	5,776
Israël	370	3,700	1,217	3,187
Italie	4,619	46,190	15,181	39,751
Jamaïque	420	4,200	—	—
Japon	4,680	46,800	13,519	35,399
Mexique	11,124	111,240	36,559	97,799
Nicaragua	671	6,710	2,206	5,776
Norvège	839	8,390	2,756	7,215
Panama	699	6,990	2,298	6,018
Paraguay	699	6,990	2,298	6,018
Pays-Bas	1,071	10,710	—	—
Pérou	4,456	44,560	14,643	38,343
Portugal	389	3,890	1,279	3,349
République bolivarienne du Venezuela	9,210	92,100	30,269	79,259
République de Corée	333	3,330	1,094	2,864
République dominicaine	933	9,330	3,065	8,195
République populaire de Chine	333	3,330	1,093	2,864
Suède	839	8,390	2,756	7,216
Suisse	2,288	22,880	7,519	19,689
Suriname	105	1,050	—	40
Trinidad-et-Tobago	671	6,710	2,206	5,776
Uruguay	1,841	18,410	6,049	15,839
Total 2015	125 352	\$ 1 253 520	\$ 338 352	\$ 888 709
Total 2014	70 590	\$ 705 900	\$ —	\$ 7 547

* Représente le montant en sus de la valeur nominale souscrit par les pays membres en vertu de l'AGC-II.

** Représente le montant à recevoir des pays membres en vertu des AGC-I et AGC-II.

9. Évaluation et variations de la juste valeur

Les actifs et les passifs de la Société comptabilisés à leur juste valeur sont classés selon une hiérarchie de juste valeur conformément aux dispositions de l'ASC 820.

Le tableau de hiérarchie de juste valeur ci-après contient des informations sur les actifs de la Société évalués à leur juste valeur de manière récurrente au 31 décembre 2015 :

En milliers de dollars des États-Unis	Solde au 31 décembre 2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs identiques (niveau 1)	Autres facteurs observables importants (niveau 2)
ACTIF			
Titres d'entreprises	\$ 372 863	\$ —	\$ 372 863
Titres d'organismes étatiques	112 163	—	112 163
Titres d'État	8 790	—	8 790
Titres d'organismes supranationaux	19 845	—	19 845
	\$ 513 661	\$ —	\$ 513 661

Le tableau de hiérarchie de juste valeur ci-après contient des informations sur les actifs de la Société évalués à leur juste valeur de manière récurrente au 31 décembre 2014 :

En milliers de dollars des États-Unis	Solde au 31 décembre 2014	Prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs identiques (niveau 1)	Autres facteurs observables importants (niveau 2)
ACTIF			
Titres d'entreprises	\$ 709 582	\$ —	\$ 709 582
Titres d'organismes étatiques	152 997	—	152 997
Titres d'État	45 050	—	45 050
Titres d'organismes supranationaux	8 383	—	8 383
	\$ 916 012	\$ —	\$ 916 012

Le tableau suivant présente les plus et moins-values dues aux variations de la juste valeur, et notamment de l'impact des taux de change, des postes évalués à la juste valeur pour l'exercice clos au 31 décembre 2015 :

En milliers de dollars des États-Unis	Variations de la juste valeur intégrée dans les résultats de l'exercice
Titres d'entreprises	\$ 479
Titres d'État	186
Titres d'organismes supranationaux	41
Titres d'organismes étatiques	36
LP	(4 910)
	\$ (4 168)

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente les plus et moins-values dues aux variations de la juste valeur, notamment de l'impact des taux de change, des postes évalués à la juste valeur pour l'exercice clos au 31 décembre 2014 :

En milliers de dollars des États-Unis	Variations de la juste valeur intégrées dans les résultats de l'exercice
Titres d'État	\$ 927
Titres d'entreprises	758
Titres d'organismes étatiques	28
Titres d'organismes supranationaux	6
LP	(1 876)
	\$ (157)

Certains instruments financiers de la Société ne sont pas mesurés à leur juste valeur de manière récurrente mais ils sont toutefois comptabilisés à un montant proche de leur juste valeur du fait qu'ils sont liquides ou à court terme. Au nombre de ces actifs et passifs financiers figurent les postes Espèces et valeurs assimilables, Montants à recevoir et autres actifs et Montants à payer et autres passifs.

Au 31 décembre 2015, quasiment tous les titres de placement sont valorisés sur la base des cours cotés pour des actifs ou des passifs identiques qui ne sont pas actifs ou des prix dérivés de modes de fixation de prix alternatifs si ces prix ne sont pas disponibles auprès des fournisseurs du marché. Ces méthodologies s'appliquent à certains placements dans des obligations d'État ou d'organismes étatiques hors États-Unis et des obligations d'entreprises. Sont également inclus les effets commerciaux (ci-après les EC) et les certificats de dépôt (ci-après les CD) qui sont émis sur une base personnalisée dans le cadre de vastes programmes EC ou CD aux États-Unis. Ces titres sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur et sont évalués à leur juste valeur selon des techniques de valorisation correspondant aux approches de marché et de revenu. Il n'y a eu aucun transfert au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 (aucun au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014).

Les prêts de la Société sont généralement comptabilisés au montant en principal de l'encours. Au 31 décembre 2015, pour les prêts dont il est possible de déterminer la juste valeur, la valeur comptable des investissements sous forme de prêts, plus les intérêts courus, était de 420 506 dollars (418 161 dollars au 31 décembre 2014) et leur juste valeur estimée se montait à 416 982 dollars (422 044 dollars au 31 décembre 2014). La direction pense que l'on ne peut de façon pratique déterminer la juste valeur du reste du portefeuille de prêts qui comprenait des financements personnalisés octroyés à des petites et moyennes entreprises exerçant leurs activités dans les pays membres régionaux de la Société. Au 31 décembre 2015, la valeur comptable du reste du portefeuille de prêts, exclusion faite des intérêts courus, était de 542 683 dollars (636 559 dollars au 31 décembre 2014) assortis de taux d'intérêt allant de 1,25 % à 13 % (1,18 % à 13,25 % au 31 décembre 2014) et d'échéances allant de moins d'un an à 18 ans (moins d'un an à 15 ans au 31 décembre 2014). Tout excédent ou déficit résultant de la différence entre la valeur comptable du portefeuille de prêts et la juste valeur présentée n'est pas nécessairement la valeur réalisable (étant donné que la Société conserve généralement ses investissements avec leurs échéances contractuelles dans le but de réaliser leur valeur constatée et de maximiser par là même les aspects liés au développement des investissements).

Les emprunts de la Société sont comptabilisés à leur montant d'origine à moins que n'ait été choisie la juste valeur comme l'autorise l'ASC 825-10 intitulée *Option de la juste valeur*. La juste valeur des emprunts de la Société est estimée en fonction soit des prix cotés sur le marché soit des analyses de valeur actualisée des flux de trésorerie sur la base des taux actuels d'emprunt de la Société pour des emprunts de types similaires. Au 31 décembre 2015, la juste valeur des emprunts de la Société était 486 913 dollars (952 001 dollars au 31 décembre 2014). La Société ne détenait aucun emprunt à la juste valeur aux 31 décembre 2015 et 2014.

À titre de méthode pratique, la juste valeur des investissements effectués dans des LP est déterminée en ayant recours à la valeur estimée de l'actif net de la LP. Les valeurs de l'actif net qui sont données par les LP proviennent de la juste valeur des investissements sous-jacents à la date de reporting. Tous les investissements pour lesquels on utilise la valeur de l'actif net comme juste valeur (a) n'ont pas une juste valeur aisément déterminable et (b) préparent des états financiers

compatibles avec les principes d'évaluation d'une société de placement ou ont les attributs d'une société de placement. De manière générale, les LP ont une durée de vie limitée et la Société n'entend pas vendre ni demander le rachat de ses investissements dans des LP. Le produit est distribué à la Société à mesure que les LP vendent l'investissement sous-jacent. La valeur de l'actif net est ajustée lorsqu'il apparaît que la juste valeur diffère de façon significative de la valeur de l'actif net.

La valeur comptable des investissements sous forme de participations, comptabilisés à leur coût, se montait à 20 429 dollars au 31 décembre 2015 (12 151 dollars au 31 décembre 2014). Les participations directes de la Société font l'objet d'une évaluation de réduction de valeur mais il n'est toutefois pas possible de déterminer avec précision la juste valeur au-delà du coût car il s'agit d'opérations de placement privé personnalisé principalement à des petites et moyennes entreprises et des institutions financières exerçant leurs activités dans les pays membres régionaux de la Société.

La valeur comptable des participations comptabilisées à la juste valeur se montait à 9 047 dollars au 31 décembre 2015 (13 027 dollars au 31 décembre 2014). Le montant total des plus et moins-values nettes pour l'exercice clos au 31 décembre 2015 intégrées au poste Variations de la valeur comptable des prises de participations attribuables à la variation des moins-values latentes nettes relatives aux éléments d'actif encore détenus à cette date était de 4 743 dollars (1 692 dollars de moins-values latentes nettes au 31 décembre 2014). Il n'y avait aucun investissement dans des LP comptabilisé au coût aux 31 décembre 2015 et 2014.

10. Garanties

De temps à autre, la Société peut offrir des garanties financières pour le compte de ses emprunteurs à diverses fins en échange d'une commission de garantie. Les garanties conclues par la Société ont de manière générale des échéances compatibles avec celles du portefeuille de prêts. Au 31 décembre 2015, la Société n'avait aucune obligation sur un quelconque contrat de garantie en cours (aucune au 31 décembre 2014). En outre, aucun avis de défaut de paiement n'a été reçu depuis le début du programme de garantie de la Société.

Le risque potentiel maximum, qui représente les montants qui pourraient être perdus au titre des garanties s'il y avait un défaut total de paiement de la part de la partie garantie sans tenir compte des recouvrements éventuels dans le cadre de dispositions de recours ou par le biais de biens détenus ou donnés en gage, se montait à zéro dollar aux 31 décembre 2015 et 2014. Il ne figurait aucune provision pour pertes sur garanties au compte de résultat au 31 décembre 2015 (aucune au 31 décembre 2014). La juste valeur estimée du passif au titre de la garantie était de zéro aux 31 décembre 2015 et 2014). Un produit de garantie est arrivé à échéance le 17 octobre 2014.

11. Éventualités

La Société participe, dans le cours ordinaire de son activité, en tant que défendeur, codéfendeur ou partie prenante à divers litiges inhérents et caractéristiques de l'activité à laquelle elle se livre. La direction de la Société estime que le règlement en dernier ressort de ces actions en justice n'aura pas un effet préjudiciable important sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

12. Accords de prêt

La Société mobilise des fonds auprès de banques commerciales et d'autres institutions financières en ce qui concerne certains de ses accords de prêt, accords qu'elle administre et dont elle assure le service au nom des participants. Les accords sont structurés de manière à ce que les prêteurs participants financent leur part respective de chaque prêt et qu'il n'y ait aucun recours contre la Société.

À compter du 1er janvier 2016 et pour une durée de sept ans, la Société va gérer des opérations de prêt qui pourront comporter des financements de la BID ou des fonds administrés par la BID.

13. Opérations entre personnes apparentées

La Société se procure auprès de la BID certains services administratifs et généraux dans les domaines où la BID peut offrir des services communs de manière efficace. La Société a négocié un bail avec la BID pour des locaux pour son siège social, bail qui arrivera à échéance en 2020.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La Société a payé les montants suivants à la BID pour des locaux à usage de bureaux et certains services de soutien administratif :

En milliers de dollars des États-Unis	Au 31 décembre	
	2015	2014
Locaux à usage de bureaux (siège et autre)	\$ 2 288	\$ 2 210
Services administratifs	793	773
Autres prestations de service de la BID	413	318
	\$ 3 494	\$ 3 301

Les paiements prévus dans le cadre du bail en cours avec la BID sont les suivants :

En milliers de dollars des États-Unis	2016	2017	2018	2019	2020
Locaux à usage de bureaux (siège)	\$ 2 189	\$ 2 254	\$ 2 322	\$ 2 392	\$ 2 463
	\$ 2 189	\$ 2 254	\$ 2 322	\$ 2 392	\$ 2 463

Les montants à payer à la BID étaient de 2 216 dollars au 31 décembre 2015 (2 507 dollars au 31 décembre 2014). Se reporter à la note 6.

Aux 31 décembre 2015 et 2014, la Société avait emprunté 100 000 dollars de la facilité de crédit de la BID. Se reporter à la note 7.

La Société fournit des prestations de services-conseils à des entités du Groupe BID. La Société a été intégralement payée des honoraires exigibles au 31 décembre 2015 au titre de ces accords, soit un montant total de 100 dollars (100 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2014). Suite à la Réorganisation des activités du secteur privé du Groupe BID, outre la convention de gestion de prêts NSG qui a débuté le 1er janvier 2016 comme décrit à la Note 1, la BID et la Société sont en négociations pour mettre à jour les accords de niveau de service pour la prestation de certains services complémentaires, notamment de ressources humaines et de soutien informatique, qui devraient augmenter sensiblement les charges d'exploitation de la Société pour les prestations de services reçues de la BID ainsi que les revenus au titre de services-conseils pour les prestations de services fournies à la BID qui vont être établies en 2016 et renouvelées à l'avenir.

14. Régimes de retraite et de prestations complémentaires au personnel retraité

La quasi-totalité du personnel de la Société et de la BID bénéficie d'un régime de retraite à prestations déterminées (ci-après le Régime de retraite) parrainé par la BID. Le Régime de retraite couvre les salariés locaux et internationaux. Aux termes de ce régime, les prestations sont calculées sur la base des années de service et de la moyenne des rémunérations perçues ; les cotisations versées par les salariés correspondent à un pourcentage fixe de leur rémunération, la Société et la BID versant le reliquat du coût actuariel futur des prestations offertes par le Régime de retraite. Toutes les cotisations versées au Régime de retraite sont irrévocables et sont conservées sur des comptes de retraite distincts utilisés uniquement pour le paiement de prestations dans le cadre du Régime de retraite.

La Société offre également aux retraités certaines prestations de soins de santé et autres. Tout membre du personnel actuel cotisant au Régime de retraite pendant son service actif et répondant à certains critères d'admissibilité a droit à ces prestations complémentaires dans le cadre du Régime de prestations complémentaires au personnel retraité (ci-après le RPPR). Les retraités versent une cotisation pour le RPPR sur la base d'un barème établi de primes. La Société apporte le complément du coût actuariel déterminé de soins de santé et autres prestations futures. Toutes les cotisations et tous autres éléments d'actif et de revenu du RPPR restent la propriété de la Société mais ils sont détenus et gérés séparément des autres biens et actifs de la Société uniquement pour le paiement de prestations dans le cadre du RPPR.

Étant donné que la BID et la Société participent toutes deux au Régime de retraite et au RPPR, chaque employeur présente la part lui correspondant. Les montants présentés ci-dessous reflètent la part proportionnelle de la Société dans les coûts, les actifs et les obligations du Régime de retraite et du RPPR conformément à l'ASC Sujet 715, *Indemnités — Prestations de retraite*.

Obligations et situation de capitalisation

La Société utilise la date d'évaluation du 31 décembre pour le Régime de retraite et le RPPR. Le tableau ci-dessous récapitule la variation des obligations de prestations, la variation des actifs du régime et la situation de capitalisation du Régime de retraite et du RPPR ainsi que le montant figurant au bilan :

En milliers de dollars des États-Unis	Régime de retraite		RPPR	
	2015	2014	2015	2014
Rapprochement de l'obligation de prestations				
Obligation au 1er janvier	\$ (106 553)	\$ (85 689)	\$ (66 007)	\$ (49 150)
Coût des prestations de service	(4 587)	(3 256)	(2 512)	(1 900)
Charge d'intérêts	(4 233)	(3 973)	(2 645)	(2 439)
Cotisations des participants	(1 051)	(999)	—	—
Avenants au Régime	—	(7)	2 537	1 071
Transferts nets entre la BID et la SII	(34)	(383)	—	—
Pertes ou gains actuariels	5 486	(13 527)	5 356	(14 051)
Prestations versées	1 913	1 281	534	464
Subvention de la partie D aux retraités	—	—	(16)	(2)
Obligation au 31 décembre	(109 059)	(106 553)	(62 753)	(66 007)
Rapprochement de la juste valeur des actifs du régime				
Juste valeur des actifs du régime au 1er janvier	84 332	77 008	63 327	58 523
Transferts nets entre la BID et la SII	34	383	—	—
Rendement effectif des actifs du régime	(727)	5 145	(870)	4 059
Prestations versées	(1 913)	(1 281)	(534)	(464)
Cotisations des participants	1 051	999	—	—
Cotisations de l'employeur	2 176	2 078	2 776	1 209
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre	84 953	84 332	64 699	63 327
Situation de capitalisation				
Situation de sous-capitalisation/ capitalisation au 31 décembre	(24 106)	(22 221)	1 946	(2 680)
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ (24 106)	\$ (22 221)	\$ 1 946	\$ (2 680)
Montants comptabilisés comme éléments de passif ou d'actif :				
Éléments de passif ou d'actif des prestations de retraite	(24 106)	(22 221)	1 946	(2 680)
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ (24 106)	\$ (22 221)	\$ 1 946	\$ (2 680)
Montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu :				
Perte ou gain actuariel net	12 163	13 567	10 291	12 522
Coût des prestations de service antérieures	—	7	(3 473)	(1 062)
Actif initial net	—	—	—	—
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ 12 163	\$ 13 574	\$ 6 818	\$ 11 460

L'obligation de prestations cumulée attribuable à la Société pour le Régime de retraite était respectivement de 92 617 et 90 244 dollars aux 31 décembre 2015 et 2014.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Éléments du coût périodique net des prestations

Le coût périodique net des prestations se compose des éléments suivants :

En milliers de dollars des États-Unis	Régime de retraite		RPPR	
	Au 31 décembre		Au 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Coût des prestations de services	\$ 4 587	\$ 3 256	\$ 2 512	\$ 1 900
Charge d'intérêts	4 233	3 973	2 645	2 439
Rendement prévu des actifs du régime	(4 685)	(4 524)	(3 512)	(3 501)
Amortissement de :				
Obligation de transition	—	—	—	174
Perte actuarielle non constatée	1 330	30	1 257	197
Coût/avoir sur prestations de services antérieures	7	7	(126)	—
Coût périodique net des prestations	\$ 5 472	\$ 2 742	\$ 2 776	\$ 1 209

Autres variations des actifs du régime et des obligations de prestations comptabilisées à la rubrique Autres éléments du résultat étendu :

En milliers de dollars des États-Unis	Régime de retraite		RPPR	
	Au 31 décembre		Au 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Perte ou gain actuariel net	\$ (74)	\$ 12 905	\$ (974)	\$ 13 493
Coût des prestations de services antérieures de l'exercice	—	7	—	—
Avoir sur prestations de services antérieures	—	—	(2 537)	(1 062)
Amortissement de :				
Obligation de transition	—	—	—	(183)
Perte actuarielle non constatée	(1 330)	(30)	(1 257)	(197)
Coût/avoir sur prestations de services antérieures	(7)	(7)	126	—
Total comptabilisé dans Autres éléments du résultat étendu	\$ (1 411)	\$ 12 875	\$ (4 642)	\$ 12 051
Total comptabilisé dans Coût périodique net des prestations and Autres éléments du résultat étendu	\$ 4 061	\$ 15 617	\$ (1 866)	\$ 13 260

Le gain ou perte actuariel net, le coût des prestations de services antérieures et l'obligation initiale nette estimés pour le Régime de retraite et le RPPR qui seront amortis et passeront de la rubrique Cumul des autres éléments du résultat étendu à la rubrique Coût périodique net des prestations durant 2015 sont d'un montant net de 533 dollars pour le Régime de retraite et de 286 dollars pour le RPPR.

Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles retenues sont fondées sur les taux d'intérêt des marchés financiers, l'expérience passée et la meilleure estimation de la direction quant aux modifications futures des prestations et de la conjoncture économique. La modification de ces hypothèses aura un impact sur le coût et les obligations des prestations futures. Les pertes et gains actuariels surviennent lorsque les résultats réels sont différents des résultats attendus. Les pertes et gains actuariels non constatés supérieurs à 10 % de l'obligation de prestations ou de la valeur marchande des actifs du régime au début de l'exercice, le plus élevé des deux montants étant retenu, sont amortis sur la période moyenne de prestations de services restante des participants actifs devant recevoir des prestations en vertu du Régime de retraite et du RPPR, soit respectivement environ 11,7 et 11,8 ans.

Le coût non constaté des prestations de services antérieures est amorti sur 8,4 ans pour le RPPR.

Les hypothèses moyennes pondérées retenues pour le calcul de l'obligation de prestations et le coût net des prestations périodiques sont les suivantes :

	Régime de retraite		RPPR	
	2015	2014	2015	2014
<i>Hypothèses moyennes pondérées retenues pour le calcul de l'obligation de prestations au 31 décembre</i>				
Taux d'actualisation	4,24 %	3,88 %	4,35 %	3,97 %
Taux d'augmentation des indemnités	4,11 %	4,16 %		
Taux d'inflation	2,15 %	2,20 %	2,15 %	2,20 %
	Régime de retraite		RPPR	
	2015	2014	2015	2014
<i>Hypothèses moyennes pondérées retenues pour le calcul du coût net des prestations périodiques pour les exercices clos au 31 décembre</i>				
Taux d'actualisation	3,88 %	4,85 %	3,97 %	4,99 %
Rendement prévu à long terme des actifs du régime	6,25 %	6,75 %	6,25 %	6,75 %
Taux d'augmentation des indemnités	4,16 %	4,30 %		

Le taux de rendement annuel prévu des actifs du régime tient compte du taux passé de rendement des catégories d'actifs employés par les régimes et en appliquant ces rendements de façon conservatrice à la formulation des affectations des actifs de la politique d'investissement. Les taux d'actualisation utilisés pour calculer les obligations de prestations sont choisis par référence au taux en fin d'exercice des obligations d'entreprises AA ayant des échéances correspondant à la durée estimée de paiement des prestations. En ce qui concerne le taux d'inflation hypothétique, la Société a établi un processus selon lequel est examinée une gamme de facteurs dont les prévisions des experts sur 10 ans, la moyenne du point mort d'inflation des Titres à 10 ans et à 30 ans du Trésor américain protégés contre l'inflation (US TIPS) et les moyennes historiques.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Pour les participants supposés prendre leur retraite aux États-Unis, l'obligation cumulée des prestations complémentaires au personnel retraité a été calculée en utilisant les taux tendanciels des coûts de soins de santé suivants :

	RPPR	
	2015	2014
Taux théorique de diminution du taux tendanciel (taux tendanciel final)	4,50 %	4,50 %
Exercice durant lequel le taux atteint le taux tendanciel final	2023	2019
<i>Taux tendanciel des coûts de soins de santé prévu pour le prochain exercice</i>		
Frais médicaux (hors Medicare)	6,50 %	7,00 %
Frais médicaux (Medicare)	3,75 %	6,00 %
Frais pharmaceutiques	10,00 %	6,00 %
Frais dentaires	5,00 %	5,00 %
Coût de la retraite hors des États-Unis*	9,00 %	6,50 %

* Se réfère à toutes les prestations de services aux participants supposés prendre leur retraite hors des États-Unis.

Pour les participants supposés prendre leur retraite hors des États-Unis, un taux tendanciel des coûts de soins de santé de 9,00 % et de 6,50 % a été retenu respectivement pour 2015 et 2014, avec un taux tendanciel final de 4,50 % en 2023.

L'incidence des taux tendanciels hypothétiques des coûts des soins de santé sur les montants comptabilisés pour le RPPR est importante. Une variation d'un point de pourcentage des taux tendanciels des coûts de soins de santé se répercuterait comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	1 % d'augmentation		1 % de diminution	
	Au 31 décembre			
	2015	2014	2015	2014
Incidence sur le total des éléments de coût (prestations et intérêts)	\$ 1 153	\$ 1 359	\$ (817)	\$ (951)
Incidence sur l'obligation de prestations complémentaires au personnel retraité	13 985	15 917	(10 211)	(11 515)

Actifs du régime

Les actifs du Régime de retraite et du RPPR sont principalement gérés par des gestionnaires de placement employés par la BID qui reçoivent des directives de placement tenant compte des politiques d'investissement du Régime de retraite et du RPPR. Les politiques d'investissement concernant la répartition stratégique de l'actif à long terme ont été élaborées de façon à avoir une prévision de rendements suffisants pour répondre aux besoins de fonds à long terme, 65 % des actifs étant investis dans des stratégies de rendement. Ces politiques comportent également 35 % d'actifs placés en titres à revenu fixe et indexés sur l'inflation américaine afin d'assurer une couverture partielle contre le risque de taux d'intérêt et d'inflation des passifs du Régime de retraite et du RPPR ainsi que pour se protéger contre la désinflation.

Les actifs du Régime de retraite sont placés avec une allocation cible comprise entre 45 et 61 % d'exposition au risque d'un panier d'actions bien diversifiées de marchés développés et de marchés émergents, de 3 % d'exposition au risque des titres de créance de marchés émergents, de 3 % aux contrats à terme sur indice de produits de base, de 0 à 2 % à l'immobilier public, de 2 à 3 % à l'immobilier privé et de 0 à 2 % aux titres à revenu fixe à haut rendement. Les actifs du Régime de retraite sont également placés avec une exposition de 5 % au risque de titres à revenu fixe de base, 15 % de titres à revenu fixe à longue durée et 15 % de titres américains indexés sur l'inflation.

Les actifs du RPPR sont placés avec une allocation cible comprise entre 46 et 62 % d'exposition au risque d'un panier d'actions bien diversifiées de marchés développés et de marchés émergents, de 3 % d'exposition au risque des titres de créance de marchés émergents, de 3 % d'exposition au risque de contrats à terme sur produits de base, de 3 % à l'immobilier public et de 2 % au revenu fixe à haut rendement. Les actifs du RPPR sont également investis avec 15 % d'exposition au risque de titres à revenu fixe à longue durée, 5 % de titres à revenu fixe de base et 15 % de titres américains indexés sur l'inflation.

Les allocations cibles de la politique de placements au 31 décembre 2015 sont les suivantes :

	Régime de retraite	RPPR
Actions américaines	25 %	26 %
Actions non américaines	24 %	24 %
Obligations américaines indexées sur l'inflation	15 %	15 %
Titres à revenu fixe et de longue durée	15 %	15 %
Titres à revenu fixe de base	5 %	5 %
Actions de marchés émergents	4 %	4 %
Titres de créance de marchés émergents	3 %	3 %
Contrats à terme sur indice de produits de base	3 %	3 %
Revenu fixe à haut rendement	2 %	2 %
Immobilier public	2 %	3 %
Immobilier privé	2 %	0 %

La gestion des risques est assurée par une surveillance continue de chaque niveau de catégorie d'actif et de chaque gestionnaire. Les placements sont rééquilibrés vers les allocations cibles de la politique en ayant recours aux flux de trésorerie et à des exercices mensuels de rééquilibrage. Les gestionnaires ne sont pas en règle générale autorisés à investir plus de 5 % de leur portefeuille respectif dans les titres d'un seul émetteur autre que le gouvernement des États-Unis. Le recours par un gestionnaire à des produits dérivés pour le Régime de retraite et le RPPR est spécifiquement autorisé par les Comités de gestion du Régime de retraite et du RPPR.

Les tableaux suivants montrent les catégories de placements du Régime de retraite et du RPPR aux 31 décembre 2015 et 2014 qui sont évalués à la juste valeur et présentés avec leur allocation moyenne pondérée par niveau dans la hiérarchie de juste valeur. Ces placements sont classés dans leur intégralité sur la base du plus faible niveau de donnée significative pour l'évaluation de juste valeur, sauf pour les fonds de placement dont la classification dans la hiérarchie de juste valeur dépend de leur capacité à rembourser les actions correspondantes à leur valeur d'actif net à court terme.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

En milliers de dollars des États-Unis	Régime de retraite			Allocations moyennes pondérées
	Niveau 1	Niveau 2	31 décembre 2015	
Fonds de participation et d'actions :				
Actions américaines	\$ 4 460	\$ 16 541	\$ 21 001	25 %
Actions non américaines	3 161	16 740	19 901	23 %
Actions de marchés émergents	—	3 187	3 187	4 %
Immobilier public	1 747	—	1 747	2 %
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :				
Fonds de revenu fixe et de longue durée	4 385	8 206	12 591	15 %
Titres à revenu fixe de base	—	4 473	4 473	5 %
Revenu fixe à haut rendement	—	1 582	1 582	2 %
Obligations américaines indexées sur l'inflation	12 599	—	12 599	15 %
Titres de créance de marchés émergents	—	2 511	2 511	3 %
Contrats à terme sur indice de produits de base	—	22	22	0 %
Fonds de placement à court terme	1 680	1 237	2 917	3 %
Fonds de placement immobilier :				
Immobilier privé	—	—	2 478	3 %
Autres éléments d'actif/de passif, valeur nette *	—	—	(56)	0 %
	\$ 28 032	\$ 54 499	\$ 84 953	100 %

* Comprend les montants à recevoir et à payer comptabilisés à une valeur proche de la juste valeur.

En milliers de dollars des États-Unis	Régime de retraite			Allocations moyennes pondérées
	Niveau 1	Niveau 2	31 décembre 2014	
Fonds de participation et d'actions :				
Actions américaines	\$ 4 346	\$ 16 606	\$ 20 952	25 %
Actions non américaines	3 336	16 370	19 706	23 %
Actions de marchés émergents	—	3 278	3 278	4 %
Immobilier public	1 854	—	1 854	2 %
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :				
Fonds de revenu fixe et de longue durée	4 872	8 593	13 465	16 %
Titres à revenu fixe de base	—	3 836	3 836	5 %
Revenu fixe à haut rendement	—	1 601	1 601	2 %
Obligations américaines indexées sur l'inflation	12 628	—	12 628	15 %
Titres de créance de marchés émergents	—	2 586	2 586	3 %
Fonds de placement à court terme	1 678	641	2 319	3 %
Fonds de placement immobilier :				
Immobilier privé	—	—	2 107	2 %
	\$ 28 714	\$ 53 511	\$ 84 332	100 %

RPPR				
En milliers de dollars des États-Unis	Niveau 1	Niveau 2	31 décembre 2015	Allocations moyennes pondérées
Fonds de participation et d'actions :				
Actions américaines	\$ —	\$ 16 660	\$ 16 660	26 %
Actions non américaines	—	15 106	15 106	23 %
Actions de marchés émergents	—	2 354	2 354	4 %
Fonds de placement immobilier public	2 013	—	2 013	3 %
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :				
Fonds de revenu fixe et de longue durée	3 179	6 114	9 293	14 %
Revenu fixe à haut rendement	—	1 193	1 193	2 %
Titres de créance de marchés émergents	—	2 024	2 024	3 %
Titres à revenu fixe de base	—	3 256	3 256	5 %
Obligations américaines indexées sur l'inflation	9 592	—	9 592	15 %
Fonds de placement à court terme	2 567	(42)	2 525	4 %
Autres éléments d'actif/de passif, valeur nette *	—	—	683	1 %
	\$ 17 351	\$ 46 665	\$ 64 699	100 %

* Comprend les montants à recevoir et à payer comptabilisés à une valeur proche de la juste valeur.

RPPR				
En milliers de dollars des États-Unis	Niveau 1	Niveau 2	31 décembre 2014	Allocations moyennes pondérées
Fonds de participation et d'actions :				
Actions américaines	\$ —	\$ 16 943	\$ 16 943	27 %
Actions non américaines	—	15 148	15 148	24 %
Actions de marchés émergents	—	2 340	2 340	4 %
Fonds de placement immobilier public	2 129	—	2 129	3 %
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :				
Titres à revenu fixe et de longue durée	3 559	6 364	9 923	16 %
Dettes à haut rendement	—	1 218	1 218	2 %
Titres de créance de marchés émergents	—	1 925	1 925	3 %
Titres à revenu fixe de base	—	3 162	3 162	5 %
Obligations américaines indexées sur l'inflation	9 002	—	9 002	14 %
Fonds de placement à court terme	1 537	—	1 537	2 %
	\$ 16 227	\$ 47 100	\$ 63 327	100 %

Les titres de placement qui sont évalués à la juste valeur sur la base des valeurs cotées sur des marchés actifs, technique d'évaluation compatible avec l'approche marché, sont les actions américaines, les actions non américaines, les fonds communs de placement à revenu fixe et les obligations du trésor américain indexées sur l'inflation. Ces titres sont classés au niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le mélange composite exclusif des gestionnaires d'actions américaines, d'actions internationales, de titres de créance des marchés émergents, de fonds composites à revenu fixe, de contrats à terme sur indices de produits de base et/ou de titres de créance à court terme, qui ne sont pas cotés en bourse, est évalué à la juste valeur sur la base de la valeur d'actif net des fonds de placement et classé au niveau 2 car ces fonds peuvent être rachetés par l'entité émettrice à court terme à leur valeur d'actif net par action à la date d'évaluation. Cette technique d'évaluation est compatible avec l'approche marché.

Le mélange composite exclusif des gestionnaires de fonds de placement immobilier privé est évalué à la juste valeur sur la base de la valeur de l'actif net de ces fonds de placement. Les hypothèses d'évaluation qu'utilisent ces fonds de placement sont la valeur de marché de biens immobiliers similaires, la valeur actualisée des flux de trésorerie, le coût de remplacement et l'endettement sur le bien (capitalisation directe). Ces méthodologies sont des techniques d'évaluation compatibles avec les approches marché et coût.

Flux de trésorerie

En 2016, les cotisations de la Société au Régime de retraite et au RPPR devraient être respectivement d'environ 7 740 et 4,485 dollars. Toutes les cotisations sont faites en espèces.

Paiements estimés de prestations futures

Le tableau suivant donne le récapitulatif des paiements de prestations, tenant compte des futures prestations de services prévues, selon le besoin, qui devraient être versées au cours des cinq prochaines années et de façon globale pour les cinq années suivantes. Ces montants sont basés sur les mêmes hypothèses que celles retenues pour mesurer l'obligation de prestations au 31 décembre 2015.

En milliers de dollars des États-Unis	Régime de retraite	RPPR
<i>Paiements estimés de prestations futures</i>		
1er janvier 2016 – 31 décembre 2016	\$ 2 471	\$ 854
1er janvier 2017 – 31 décembre 2017	2 700	964
1er janvier 2018 – 31 décembre 2018	2 848	1 068
1er janvier 2019 – 31 décembre 2019	3 149	1 193
1er janvier 2020 – 31 décembre 2020	3 356	1 297
1er janvier 2021 – 31 décembre 2025	21 965	8 931

15. Gestion des fonds extérieurs

La Société gère pour le compte d'autres entités, à savoir des donateurs et des pays membres, des fonds réservés à des usages spécifiques parmi lesquels le cofinancement de certains projets, des études techniques pour les emprunteurs, des études relatives à des projets et des programmes de recherche et de formation. Ces fonds sont détenus pour leur compte par la Société et sont tenus séparés des fonds de la Société ; ils ne sont pas inclus non plus dans les actifs de la Société. La Société reçoit une commission de gestion qui est généralement un pourcentage des fonds reçus. Cette commission figure au compte de résultat en tant que revenus de services-conseils.

16. Événements ultérieurs

La Société a évalué les événements ultérieurs survenant jusqu'au 8 mars 2016, date de publication des états financiers. Aucun événement ultérieur ne requiert la présentation de renseignements en application de l'ASC Sujet 855 — *Événements ultérieurs*.

Coordonnées

Siège

1350 New York Avenue, N.W.
Washington, DC 20577
États-Unis d'Amérique
Tél.: +1 (202) 623-3900
Fax: +1 (202) 623-3815

Argentine

Esmeralda 130 Piso 17
C1035ABD, Buenos Aires
Tél.: + (54 11) 4320-1800
Fax: + (54 11) 4320-1831/7

Bolivie

Av. 6 de Agosto # 2818,
Zona de San Jorge
La Paz
Tél.: + (591)-22177700
Fax: + (591)-22391089

Chili

Avda. Pedro de Valdivia 0193
Pisos 10 y 11
Providencia
Santiago
Tél.: + (562) 2431-3707/3719
Fax: + (562) 2374-2436

Colombie

Carrera 7 No. 71-21, Torre B
Piso 19
Edificio Davivienda
Bogotá
Tél.: + (571) 325-7000
Fax: + (571) 325-7057

Costa Rica

Centro Corporativo El Cedral
Edificio A. Piso 4
300 mts Este del Peaje
Autopista Próspero Fernández
Trejós Montealegre, Escazú
Apartado postal 1343-1250
San José
Tél.: + (506) 2588-8748
Fax: + (506) 2288-7028

El Salvador

Edificio World Trade Center
Torre 1 4^e Nivel
Calle El Mirador y 89 Avenida Norte
San Salvador
Tél.: + (503) 2233-8900 ext. 2201
Fax: + (503) 2233-8921

Mexique

Avenida Paseo de la Reforma N° 222
Piso 11 Colonia Juárez
Delegación Cuauhtémoc
México, D.F. 06600
Tél.: + (52 55) 5141-2492

Nicaragua

Boulevard Jean Paul Genie
de la Rotonda Jean Paul Genie
970 mts al oeste (M/D)
Managua
Tél.: + (505) 2264-9180

Paraguay

Quesada 4616 esq. Legión Civil
Extranjera – Piso 1
Asunción
Tél.: + (595 21) 616-2320
Fax: + (595 21) 616-2261

Pérou

Calle Dean Valdivia No. 148
Piso 10
Lima 27
Tél.: + (511) 215-7800
Fax: + (511) 442-3466

Uruguay

Rincón 640
11.000 Montevideo
Tél.: + (598) 2915-3696
Fax: + (598) 2916-2607



MIX
Paper from
responsible sources
FSC® C100555



www.iic.org



ISSN 2075-9657